



# Résultats S1 2021

**Lancement réussi de nos nouveaux forfaits FMC « ONE », entraînant une accélération de l'afflux de clients FMC au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 (+25.400) pour atteindre 685.900 au 30 juin 2021.**

**L'évolution à la hausse du chiffre d'affaires a inversé la tendance négative du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 grâce à une solide reprise de nos autres produits qui avaient subi l'impact négatif de la pandémie mondiale de Covid-19.**

**Nous sommes sur la bonne voie pour réaliser à la fois nos prévisions pour l'exercice 2021 et notre objectif pour le TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible sur trois ans.**

L'information ci-jointe constitue de l'information réglementée au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2007 concernant les obligations des émetteurs des instruments financiers qui sont admises à la négociation sur un marché réglementé. Information privilégiée.

**Malines, 29 juillet 2021** – Telenet Group Holding SA ('Telenet' ou la 'Société') (Euronext Bruxelles: TNET) publie ses résultats consolidés (non audités) pour les six mois se terminant le 30 juin 2021. Les résultats sont conformes aux International Financial Reporting Standards tels qu'approuvés par l'Union européenne ('IFRS-UE').

## FAITS MARQUANTS

- La dynamique commerciale s'est maintenue au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, avec un gain net de 25.400 nouveaux clients FMC et de 6.000 RGU en internet haut débit et un gain net organique de 18.400 abonnés mobiles en postpayé.
- L'ARPU mensuel fixe par relation client a atteint 59,3 € au 1<sup>er</sup> semestre 2021, soit une hausse de 2% en glissement annuel, ceci grâce à une part plus importante de clients haut débit et multiple play dans notre mix client global et à l'avantage de certaines révisions tarifaires, partiellement compensée par une plus grande proportion des revenus alloués à la téléphonie mobile de nos forfaits FMC « ONE » récemment lancés par rapport à nos forfaits traditionnels..
- Chiffre d'affaires de 1.288,3 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021, soit +1% en glissement annuel tant en base rapportée que remaniée<sup>(1)</sup>, ceci reflétant une augmentation des revenus d'abonnement au câble et à la téléphonie mobile et une progression des autres produits. Croissance du chiffre d'affaires à nouveau positive au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 avec une hausse de 4% en glissement annuel, tant en base rapportée que remaniée, pour atteindre 642,4 millions € grâce à un net redressement des autres produits par rapport à la même période de l'an dernier.
- Bénéfice net de 211,7 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (T2 2021 : 99,2 millions €), soit +14% en glissement annuel, grâce à une baisse significative des charges financières nettes et à une croissance de 3% du bénéfice d'exploitation, qui ont plus que compensé la hausse de la charge d'impôt.
- Adjusted EBITDA<sup>(2)</sup> de 688,7 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021, en baisse de 1% en glissement annuel, ceci incluant des modifications dans les résultats comptables IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents à compter du 3<sup>e</sup> trimestre 2020. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA du 1<sup>er</sup> semestre 2021 a augmenté de près de 3% en glissement annuel grâce à une réduction de 8% de nos coûts directs et à une saine croissance organique du chiffre d'affaires sur la période. L'Adjusted EBITDA du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 s'élève à 354,5 millions €, ce qui représente une augmentation en glissement annuel de 1% et de 2% respectivement sur une base publiée et remaniée, reflétant une augmentation plus faible par rapport au T1 2021 suite aux coûts directs et des dépenses de vente et de marketing plus élevés par rapport au deuxième trimestre de l'année dernière.
- Dépenses d'investissement à imputer<sup>(3)</sup> de 281,8 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (T2 2021 : 138,7 millions €), soit une baisse de 5% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre de l'an dernier et environ 22% du chiffre d'affaires. Si l'on exclut la comptabilisation de certains droits de retransmission du football et la prolongation temporaire des licences du spectre mobile 2G et 3G, nos dépenses d'investissement à imputer au 1<sup>er</sup> semestre 2021 s'élevaient à 270,4 millions €, soit environ 21% du chiffre d'affaires.

- Flux de trésorerie opérationnel disponible<sup>(4)</sup> de 418,3 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (T2 2021 : 216,4 millions €), soit +4% en glissement annuel grâce, principalement, à des investissements nettement inférieurs à ceux du 1<sup>er</sup> semestre de l'an dernier et à l'évolution susmentionnée de l'Adjusted EBITDA. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de diffusion du football et des licences du spectre mobile, ainsi que l'impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer, le flux de trésorerie opérationnel disponible au 1<sup>er</sup> semestre 2021 a augmenté de près de 4% en glissement annuel.
- Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation, affectés aux activités d'investissement et affectés aux activités de financement de 511,3 millions €, 255,0 millions € et 243,4 millions € respectivement au 1<sup>er</sup> semestre 2021. Notre flux de trésorerie disponible ajusté<sup>(5)</sup> a diminué de 23% en glissement annuel au 1<sup>er</sup> semestre 2021 pour s'établir à 202,5 millions € en raison, notamment, du paiement annuel d'impôts en espèces au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 (et non au 3<sup>e</sup> trimestre comme l'an dernier) et d'une contribution du programme de financement par les fournisseurs en baisse de 14,0 millions € en raison d'un échelonnement, mais entièrement intégrée dans nos prévisions pour l'exercice 2021. Les mêmes facteurs ont entraîné une baisse de 57% du flux de trésorerie disponible ajusté au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, à 78,5 millions €.
- Les prévisions pour l'exercice 2021 ont été confirmées, même si l'on s'attend à une évolution plus modérée du chiffre d'affaires, de l'Adjusted EBITDA et du flux de trésorerie opérationnel disponible au 2<sup>e</sup> semestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> compte tenu d'une base de comparaison moins favorable et d'une reprise générale de l'activité commerciale. En 2021, nous prévoyons un retour à la croissance tant pour notre chiffre d'affaires que pour l'Adjusted EBITDA<sup>(b)</sup>, avec un objectif de croissance en base remaniée<sup>(a)</sup> de maximum 1% et de 1 à 2% respectivement. Nous allons également générer un solide flux de trésorerie disponible ajusté<sup>(b,d)</sup> situé entre 420,0 et 440,0 millions € pour l'exercice 2021, malgré une légère diminution en base remaniée du flux de trésorerie opérationnel disponible<sup>(b,c)</sup> d'environ 1% en 2021 compte tenu de l'augmentation des investissements prévus. Nous entendons toujours, néanmoins, atteindre le bas de la fourchette prévue pour le TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible<sup>(b,c)</sup> pour la période 2018-2021, à savoir 6,5% à 8,0%.

(a) Afin de calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les périodes ci-dessus, nous avons ajusté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à refléter l'impact des transactions suivantes dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA inclus dans nos résultats courants : (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020) et (ii) refléter les changements relatifs au résultat comptable IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu durant le troisième trimestre 2020.

(b) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le Flux de trésorerie opérationnel disponible et le Flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(c) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile capitalisés, et à l'exclusion de l'impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(d) En supposant que certains paiements soient effectués pour la prolongation temporaire de nos actuelles licences du spectre mobile 2G et 3G en 2021 – à l'exclusion toutefois des paiements pour toute future licence de spectre dans le cadre de la mise aux enchères multibande – et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2020 ne se produira pas avant le début de 2022.

Pour les six mois se terminant au 30 juin	2021	2020	Variation %
<b>CHIFFRES CLÉS FINANCIERS (en millions €, sauf montants par action)</b>			
Produits	1 288,3	1 272,2	1 %
Résultat opérationnel	312,5	302,1	3 %
Bénéfice net de la période	211,7	184,9	14 %
Marge bénéfice net	16,4 %	14,5 %	
Bénéfice ordinaire par action en €	1,94	1,69	15 %
Bénéfice dilué par action en €	1,94	1,69	15 %
Adjusted EBITDA <sup>(2)</sup>	688,7	698,0	(1)%
Marge Adjusted EBITDA	53,5 %	54,9 %	
Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) <sup>(3)</sup>	270,4	297,6	(9)%
Dépenses d'investissement à imputer en tant que % des produits (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile) <sup>(3)</sup>	21,0 %	23,4 %	
Flux de trésorerie opérationnel disponible <sup>(4)</sup>	418,3	400,4	4 %
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	511,3	571,7	(11)%
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(255,0)	(255,4)	— %
Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(243,4)	(346,3)	(30)%
Adjusted Free Cash Flow <sup>(5)</sup>	202,5	263,9	(23)%
<b>CHIFFRES CLÉS OPERATIONNELS (SERVICES TOTAUX)</b>			
Télévision câblée	1 785 900	1 835 600	(3)%
Télédistribution de base <sup>(6)</sup>	90 300	139 900	(35)%
Télévision premium <sup>(7)</sup>	1 695 600	1 695 700	— %
Internet haut débit <sup>(8)</sup>	1 712 100	1 676 500	2 %
Téléphonie fixe <sup>(9)</sup>	1 141 700	1 195 400	(4)%
Téléphonie mobile <sup>(10)</sup>	2 956 900	2 928 400	1 %
Postpayé	2 607 300	2 527 500	3 %
Prépayé	349 600	400 900	(13)%
Clients FMC	685 900	598 900	15 %
Services par relation client <sup>(11)</sup>	2,28	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) <sup>(11) (12)</sup>	59,3	58,4	2 %

**John Porter, Chief Executive Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :**

« Il y a deux semaines à peine, une grande partie de la Wallonie et de la province du Limbourg ont été gravement touchées par des inondations dues à des précipitations ininterrompues exceptionnelles pendant plusieurs jours. Nos pensées vont à toutes les personnes et familles frappées par ces conditions météorologiques extrêmes. Je suis reconnaissant envers nos collaborateurs qui, avec un engagement et une détermination sans faille, ne ménagent pas leurs efforts pour apporter aide et soutien en ces temps de crise sans précédent, notamment en réparant notre infrastructure mobile endommagée le plus rapidement possible et en fournissant des données gratuites à nos clients BASE afin que les gens puissent rester connectés à leurs proches. Nous soutenons également de tout cœur la campagne de la Croix-Rouge. En ces temps difficiles, la Belgique montre son meilleur visage et je suis réellement impressionné par la solidarité et les efforts de nombreuses autres entreprises et organisations dans tout le pays.

Ce qui vient de se passer souligne une fois de plus l'impact considérable du changement climatique sur la société et l'importance d'intégrer un cadre ESG (Environnement, Social et Gouvernance) bien charpenté dans la stratégie globale de notre entreprise. C'est pour cette raison, précisément, que nous avons introduit fin juin une nouvelle stratégie de durabilité 2021-2025 entièrement alignée sur les priorités opérationnelles de Telenet et qui reflète notre objectif et notre engagement à fournir aux consommateurs, aux entreprises et à la société une technologie au service du progrès humain. Pour atteindre ce but, nous avons identifié trois grands domaines d'action et les objectifs à long terme correspondants, comme mentionné dans notre rapport de développement durable 2020 que vous pouvez consulter sur notre site web : (i) encourager le progrès en accélérant la numérisation de 150.000 personnes et entreprises d'ici 2030, (ii) favoriser l'autonomisation en étant reconnu, en interne et à l'extérieur, comme une organisation inclusive et guidée par ses objectifs, et (iii) assumer sa responsabilité environnementale en fixant un objectif Zéro Net en ce qui concerne nos émissions de CO<sub>2</sub> et en adoptant des pratiques d'économie circulaire plus avancées d'ici 2030.

Si je fais le bilan du deuxième trimestre, je suis très heureux de voir que nous avons réussi à maintenir la dynamique opérationnelle dans presque tous les segments. Le lancement des nouvelles offres convergentes fixe-mobile « ONE(UP) » en avril a été un grand succès et s'est traduit par un gain net de 25.400 clients FMC au deuxième trimestre, ce qui constitue une nette accélération par rapport au trimestre précédent et ce qui porte la base totale de clients FMC à 685.900. L'internet haut débit, le mobile postpayé et la télévision premium ont aussi enregistré de bons résultats avec un gain net, respectivement, de 6.000, 18.400 et 7.100 unités. Ce dernier gain a aussi été favorisé par le programme d'abandon de l'analogique, qui a repris à plein régime. Dans le domaine B2B également, nous avons réussi à élargir la clientèle de notre activité d'intégrateur ICT et à attirer de nouvelles grandes entreprises. Malgré une forte concurrence persistante, les taux de désabonnement sont restés sous contrôle avec 7,1% de désabonnement annualisé pour l'internet haut débit et 8,8% pour la télévision câblée de base, ce qui reste inférieur aux niveaux pré-Covid-19. Notre taux de désabonnement annualisé pour la téléphonie fixe est en hausse à 10,4%, les clients abonnés aux nouveaux forfaits FMC « ONE » devant marquer leur accord (opt-in) pour la téléphonie fixe. Le prix du pack étant le même, que la solution de téléphonie fixe soit activée ou non, cela n'a aucune incidence sur nos revenus globaux.

Grâce aux bons résultats opérationnels, nos paramètres financiers ont également connu une évolution positive au deuxième trimestre. Notre chiffre d'affaires a augmenté de près de 4% au 2e trimestre 2021 en glissement annuel, à la fois sur une base rapportée et remaniée, ceci grâce à l'augmentation des revenus d'abonnement et à un net rebond des recettes publicitaires et des revenus de production après le recul de l'année dernière dû à la pandémie mondiale de Covid-19. Le bon résultat en termes de chiffre d'affaires s'est également traduit par une forte croissance de l'Adjusted EBITDA en base remaniée, malgré des charges d'exploitation plus élevées en raison d'une base de comparaison moins favorable avec la même période de l'année précédente. Ces résultats solides nous permettent de confirmer une fois encore que nous sommes sur la bonne voie pour réaliser nos prévisions pour l'ensemble de l'année 2021, comme détaillé ci-dessous.

Nous avons également poursuivi l'exécution de notre stratégie de rémunération des actionnaires. En décembre 2020, nous avons distribué un dividende intérimaire brut de 1,3750 € par action (150,0 millions € au total), ce qui représente la moitié du dividende plancher de 2,75 € (brut) par action. Le solde du dividende brut de 1,3750 € par action a été payé début mai. Ce paiement porte le dividende brut total distribué à 2,75 € par action, soit 300,2 millions € au total, ce qui représente une augmentation de 47% par rapport au dividende par action payé sur le flux de trésorerie disponible ajusté de l'exercice 2019.

Sur le plan des fusions et acquisitions, nous avons récemment annoncé la création d'une nouvelle coentreprise 50/50 avec la société fintech Isabel Group, en acquérant Doccle, la plus grande plateforme d'administration numérique en Belgique<sup>1</sup>. Cette acquisition, suivie de la vente d'une partie des actions à Isabel, cadre pleinement avec notre objectif de nous concentrer au maximum sur la numérisation de l'expérience client dans son ensemble. Au cours des prochaines années, Telenet et Isabel Group entendent investir 5 millions € supplémentaires pour faire de Doccle la plate-forme du futur. En ce qui concerne le réseau, les discussions avec Fluvius sur le réseau du futur dans nos zones de couverture regroupées se poursuivent et progressent de manière constructive. Ceci devrait encore renforcer notre position de réseau leader sur le marché et générer une valeur d'actionnaire durable à long terme. »

<sup>1</sup>En attente de l'approbation par les autorités de la concurrence.

**Erik Van den Enden, Chief Financial Officer de Telenet, commente les résultats comme suit :**

« Une fois encore, Telenet a prouvé sa résilience en termes de performances financières au cours du trimestre tout en renforçant la bonne dynamique opérationnelle évoquée par John. Je suis particulièrement heureux que nous soyons parvenus à inverser la tendance en ce qui concerne notre chiffre d'affaires au deuxième trimestre. Au 2e trimestre 2021, nous avons enregistré une croissance de près de 4% du chiffre d'affaires tant sur une base rapportée que remaniée, pour atteindre 642 millions €, ce qui porte notre chiffre d'affaires semestriel à 1.288 millions d'euros, soit une hausse de plus de 1% par rapport au premier semestre de l'année dernière. La croissance du chiffre d'affaires au cours du trimestre est due principalement, comme attendu, à un net rebond de nos autres produits de 15% en glissement annuel sur une base remaniée, ces autres produits ayant été impactés l'an dernier par la pandémie mondiale de Covid-19. En excluant nos autres produits, nos revenus en base remaniée au 2e trimestre 2021 ont augmenté de plus de 1% par rapport au 2e trimestre 2020 grâce à l'augmentation des revenus d'abonnement et des revenus B2B, en hausse de 1% et 7% respectivement sur une base remaniée. Alors que nos (autres) produits ont commencé à s'améliorer séquentiellement à partir du 3e trimestre de l'année dernière une fois le confinement strict levé, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance de nos produits au 2e semestre par rapport aux six premiers mois de l'année, même si ceci est entièrement intégré dans nos perspectives pour l'exercice 2021.

Sur les six premiers mois de l'année, nous avons généré un Adjusted EBITDA de 689 millions €, ce qui représente une baisse de 1% en glissement annuel. Ceci reflète notamment des modifications dans les résultats comptables IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents à compter du 3e trimestre 2020. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA pour le 1er semestre 2021 a augmenté de près de 3% en glissement annuel grâce à (i) une baisse de 8% de nos coûts directs, qui a partiellement compensé l'augmentation des frais de personnel et des frais d'exploitation du réseau, et (ii) une saine croissance organique du chiffre d'affaires de plus de 1% sur la période. Sur une base remaniée, nous avons réussi à accroître notre marge d'Adjusted EBITDA de 80 points de base au 1er semestre 2021 par rapport à la même période de l'an dernier. Au 2e trimestre 2021, notre Adjusted EBITDA a atteint 355 millions €, ce qui se traduit par une augmentation en glissement annuel de près de 1% et de 2% sur une base publiée et remaniée. Conformément à nos perspectives pour l'exercice 2021, nous avons prévu un fléchissement de l'Adjusted EBITDA au deuxième trimestre dans la mesure où, l'an dernier, cette même période affichait des coûts de programmation nettement inférieurs en raison de l'amortissement accéléré des droits de diffusion au 1er trimestre 2020 suite à la pandémie mondiale de Covid-19, ainsi que des frais de vente et de marketing en nette baisse au 2e trimestre 2020.

En ce qui concerne le Flux de trésorerie opérationnel disponible, qui est l'un de nos principaux critères financiers et qui a été notre indicateur de référence pour le plan financier 2018-2021, nous avons réalisé une solide performance avec un flux de trésorerie opérationnel disponible en hausse de 4% en glissement annuel au 1er semestre 2021, à 418 millions € (T2 2021 : 216 millions €, -5% en glissement annuel). Ce résultat reflète une baisse substantielle des investissements au cours de la période par rapport à l'année dernière, ainsi que la performance susmentionnée en termes d'Adjusted EBITDA. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de diffusion du football et des licences du spectre mobile, ainsi que l'impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer, le flux de trésorerie opérationnel disponible au 1er semestre 2021 a augmenté de près de 4% en glissement annuel.

Enfin, le flux de trésorerie disponible ajusté a atteint 203 millions € pour les six premiers mois de 2021, soit une diminution de 23% par rapport à la même période de l'année précédente. Ceci s'explique par un décalage dans le paiement annuel de nos impôts en espèces, lesquels ont été payés au deuxième trimestre cette année, et non au troisième trimestre comme l'an dernier. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour le semestre clos au 30 juin 2021 comprend également une légère diminution de 3 millions € de notre programme de financement par le fournisseur, alors que l'année dernière, au 1er semestre, notre Adjusted EBITDA incluait un gain de 11 millions €. En excluant ces mouvements, le flux de trésorerie disponible ajusté sous-jacent aurait été légèrement supérieur. Le décalage susmentionné dans le paiement des impôts en espèces a également entraîné une forte baisse de 57% de notre flux de trésorerie disponible ajusté au 2e trimestre 2021, à 79 millions €. De surcroît, le flux de trésorerie disponible ajusté du 2e trimestre 2021 incluait une baisse de 42 millions € de la contribution du programme de financement par le fournisseur en raison d'un décalage dans le temps.

Après avoir réalisé une solide performance financière au premier semestre, nous sommes en bonne voie pour atteindre nos objectifs pour l'exercice 2021, tels que présentés en février 2021. Conformément à nos perspectives pour l'exercice 2021 et comme indiqué ci-dessus, nous prévoyons une croissance moindre du chiffre d'affaires et de l'Adjusted EBITDA au second semestre par rapport au premier, ceci reflétant entre autres une base de comparaison défavorable et une reprise générale de l'activité commerciale par rapport à l'année dernière. Malgré le revirement attendu au niveau du flux de trésorerie opérationnel disponible au second semestre, ceci incluant certains investissements sélectifs liés au réseau comme annoncé en février de cette année, nous prévoyons un flux de trésorerie disponible ajusté en croissance au second semestre compte tenu du décalage susmentionné dans le paiement des impôts en espèces. Ce faisant, notre dividende plancher de 2,75 € (brut) par action, représentant au total environ 300 millions € par an, reste largement couvert par le flux de trésorerie disponible ajusté organique que nous générons. Notre ratio d'endettement net total, qui inclut les passifs de location-financement et les passifs à court terme liés au financement par le fournisseur, est globalement stable autour de 4% depuis plusieurs trimestres malgré les paiements de dividendes susmentionnés. Au regard de notre cadre de ratio de levier, tel que défini plus en détail au point 2.8, nous disposons toujours d'une large capacité pour des fusions et acquisitions génératrices de valeur en vue d'accroître la valeur d'actionnaire dans le futur. »

# 1 Faits marquants sur le plan opérationnel

## CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

**Inclusion des clients professionnels Petites et Moyennes Entreprises (« PME ») et Grandes Entreprises (« GE ») :** À compter du deuxième trimestre 2021, le nombre d'abonnés en postpayé et le nombre total d'abonnés mobiles incluent nos clients PME et GE, qui auparavant n'étaient pas comptabilisés dans le nombre de cartes SIM. Nous avons représenté les nombres d'abonnés consolidés tels que décrits ci-dessous et au point 4. Statistiques opérationnelles intermédiaires consolidées à compter du 1er trimestre 2020 afin de permettre aux investisseurs et aux analystes d'évaluer nos résultats opérationnels sur une base comparable. En conséquence, nous avons ajouté 130,100, 132.600, 140.500, 146.100, 156.600 et 158.900 abonnés mobiles en postpayé à notre total d'abonnés pour les périodes trimestrielles allant du 1er trimestre 2020 au 2e trimestre 2021 inclus. En raison du changement susmentionné, les revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE sont comptabilisés dans nos revenus de téléphonie mobile (et non plus dans les revenus des services aux entreprises), tandis que les revenus d'interconnexion sont désormais comptabilisés dans les autres produits (et non plus dans les revenus des services aux entreprises). Nous indiquons les changements en glissement annuel sur une base remaniée pour permettre aux investisseurs, tout comme aux analystes, d'évaluer nos résultats financiers sur une base comparable et nous avons représenté notre chiffre d'affaires du premier trimestre 2021 en conséquence.

## 1.1 Packs de produits

### VUE D'ENSEMBLE ET PACKS

Au 30 juin 2021, nous servions 2.037.300 relations clients uniques, ce qui représentait environ 60 % des 3.388.900 résidences desservies par notre principal réseau HFC (hybride fibre-coaxial) dans notre zone de couverture en Flandre et à Bruxelles. Notre réseau câblé est constitué d'un axe de fibre optique dense avec des boucles locales de connexion coaxiales et un spectre allant jusqu'à 1,2 GHz. Tant avec la technologie EuroDocsis 3.0 que 3.1, nous offrons des vitesses de téléchargement de données allant jusqu'à 1 gigabit par seconde (« Gbps ») dans toute notre zone de couverture, confirmant ainsi notre position de leader du marché en tant que fournisseur de services internet le plus rapide.

Au 30 juin 2021, nous fournissons 4.639.700 services fixes (« RGU ») comprenant 1.785.900 abonnements à la télévision, 1.712.100 abonnements à l'internet haut débit et 1.141.700 abonnements de téléphonie fixe. Au sein de notre mix TV, environ 95 % de nos abonnés en télévision avaient opté, au 30 juin 2021, pour notre plate-forme de télévision premium générant un ARPU plus élevé, si bien qu'il restait seulement 90.300 abonnés à la télévision analogique, lesquels seront pour la plupart convertis au numérique d'ici la fin de cette année dans le cadre de notre campagne « Signal Switch ». Les abonnés à la télévision premium profitent d'une expérience TV enrichie, avec l'accès illimité à un plus large éventail de chaînes numériques payantes en HD pour le sport, les séries et les films, une vaste bibliothèque de contenu national et international de vidéo à la demande (« VOD ») et notre plate-forme OTT «Telenet TV» et «Yelo». Au 30 juin 2021, nous servions également 2.956.900 abonnés mobiles, dont environ 88 % étaient abonnés à l'un de nos plans tarifaires mobiles ou fixes-mobiles convergents (« FMC »). À compter du 2e trimestre 2021, le nombre d'abonnés mobiles inclut les clients PME et GE, comme indiqué ci-dessus.

Nous avons achevé le 2e trimestre 2021 avec un ratio de groupage de 2,28 RGU fixes par relation client unique, un chiffre globalement stable par rapport à la même période de l'année précédente. Au 30 juin 2021, environ 33 % de nos abonnés au câble avaient souscrit à un pack quadruple play (à l'exclusion des abonnements mobiles sous la marque BASE), soit une légère progression de 1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente, ce qui confirme l'attrait persistant de nos offres « multiple play » de valeur auprès des consommateurs et des entreprises. Notre clientèle FMC, qui regroupe l'ensemble de nos offres WIGO, YUGO et KLIK, en plus de nos packs « ONE » et « ONE UP » ajoutés récemment, atteignait 685.900 abonnés, soit une hausse de 15 % en glissement annuel. Au 2e trimestre 2021, nous avons gagné en net 25.400 nouveaux abonnés FMC, ce qui représente une accélération significative par rapport au gain net de 18.700 abonnés du trimestre précédent, ceci grâce au lancement réussi de nos nouvelles offres FMC « ONE ».

## REVENU MOYEN PAR RELATION CLIENT (ARPU)

L'ARPU par relation client, qui ne prend pas en compte les revenus de la téléphonie mobile et certains autres types de revenus, est l'une de nos principales données statistiques opérationnelles dans la mesure où nous visons à obtenir une plus grande part des dépenses en télécommunications et en divertissement de nos clients. Sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, l'ARPU mensuel par relation client a atteint 59,3 €, ce qui représente une progression de 2 % par rapport à la même période de l'année précédente. La croissance de l'ARPU par relation client a été soutenue par (i) une plus grande part d'abonnés haut débit du segment supérieur dans notre mix, (ii) l'impact favorable de la révision tarifaire d'octobre 2020, (iii) une plus grande proportion d'abonnés multi-play et (iv) une proportion relativement moindre de remises liées aux forfaits (y compris les promotions temporaires). Ces facteurs n'ont été que partiellement compensés par une plus grande proportion des revenus alloués à la téléphonie mobile suite à nos forfaits FMC « ONE » récemment lancés par rapport à nos forfaits traditionnels, comme indiqué plus en détail dans la section 2.1 Produits.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, l'ARPU par relation client était de 58,8 €, un chiffre globalement stable par rapport aux 58,4 € du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année dernière. L'ARPU par relation client du 2<sup>e</sup> trimestre 2021 a diminué de 2 % sur une base séquentielle suite au lancement réussi des nouveaux forfaits FMC « ONE » pour lesquels une plus grande part des revenus est attribuée à la téléphonie mobile par rapport à nos anciens packs « WIGO » et « YUGO ». Comme indiqué au point 2.1 Produits, cette baisse a un impact négatif sur nos revenus d'abonnement au câble, mais elle est entièrement compensée par une augmentation des revenus d'abonnement à la téléphonie mobile.

## 1.2 Internet haut débit

Au 30 juin 2021, nous servions 1.712.100 abonnés à l'internet haut débit. L'évolution positive de la croissance nette de nos abonnés haut débit s'est poursuivie au deuxième trimestre 2021, avec un gain net de 6.000 nouveaux abonnés. La croissance continue de notre clientèle haut débit reflète l'impact de la pandémie de Covid-19, qui continue de stimuler la demande des clients pour des solutions de connectivité haut débit fiables. Avec les capacités attestées de notre réseau HFC 1 Gbps dans toute notre zone de couverture, nous sommes bien positionnés pour l'avenir. Le taux de désabonnement annualisé a augmenté de 70 points de base en glissement annuel, passant de 6,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 – durant lequel il y a eu un confinement complet dû à la pandémie de Covid, ce qui a eu un impact favorable sur les niveaux de désabonnement – à 7,1 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, tout en s'améliorant de 90 points de base par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, nous avons distribué 40.000 boosters WiFi supplémentaires afin de maximiser l'expérience client de connectivité à domicile. Cela porte la base installée totale à 888.000 clients équipés de notre solution plug-and-play de connectivité à domicile, soit une hausse de 38 % par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020. La distribution des boosters WiFi a connu un ralentissement au cours du trimestre par rapport aux trimestres précédents en raison de la pénurie actuelle de puces sur le marché mondial des semi-conducteurs suite à la pandémie de Covid-19. Au 30 juin 2021, environ 52 % de notre clientèle haut débit avait opté pour la solution de connectivité à domicile susmentionnée, contre environ 38 % un an auparavant. Depuis le lancement de nos nouveaux forfaits FMC « ONE » à la fin du mois d'avril de cette année, nous incluons désormais des vitesses de téléchargement de 1 gigabit par seconde par défaut dans les offres de forfait haut de gamme « ONE UP ». La vitesse moyenne pondérée de téléchargement de notre base d'abonnés haut débit atteignait ainsi 225 Mbps au 30 juin 2021, contre 206 Mbps au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année dernière.

## 1.3 Téléphonie fixe

Au 30 juin 2021, nous servions 1.141.700 abonnés à la téléphonie fixe, ce qui représente une diminution de 4 % par rapport à la même période de l'année précédente. Par rapport au 31 mars 2021, notre base d'abonnés en téléphonie fixe s'est réduite de 19.300 RGU en chiffres nets organiques au 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Outre le déclin général du marché de la téléphonie fixe, nos forfaits FMC « ONE » lancés récemment ont accéléré cette tendance à la baisse, étant donné que la téléphonie fixe n'est plus activée par défaut dans le nouveau forfait « ONE » mais nécessite un choix explicite du client. Le prix du pack étant le même, que la solution de téléphonie fixe soit activée ou non, cela n'a aucune incidence sur nos revenus globaux. Le taux de désabonnement annualisé pour notre service de téléphonie fixe a atteint 10,4 % au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 et a



sensiblement augmenté par rapport à la même période de l'année précédente, durant laquelle un confinement complet était toujours en vigueur.

## 1.4 Téléphonie mobile

Notre base d'abonnés en téléphonie mobile, qui ne prend pas en compte les abonnés dans le cadre de nos partenariats commerciaux 'wholesale', atteignait 2.956.900 abonnés à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2021, dont 2.607.300 abonnés en postpayé. Les 349.600 abonnés mobiles restants sont des abonnés en prépayé sous la marque BASE. Comme indiqué au point 1. Faits marquants sur le plan opérationnel, le nombre d'abonnés mobiles inclut, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les clients PME et GE. La croissance de notre base d'abonnés mobiles en postpayé s'est à nouveau accélérée au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent pour atteindre, en chiffres nets organiques, 18.400 cartes SIM, ceci grâce à une progression des ventes croisées par le biais des nouveaux forfaits FMC « ONE » et à l'excellent résultat des nouveaux plans tarifaires Telenet Business Mobile. Notre base d'abonnés en prépayé a diminué de 7.000 SIM au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, ce qui représente une amélioration sensible par rapport au trimestre précédent, une baisse significative du taux de désabonnement ayant été observée au cours du trimestre.

## 1.5 Télévision

### TOTAL TÉLÉVISION CÂBLÉE

Au 30 juin 2021, notre clientèle d'abonnés aux services de télévision de base et premium atteignait globalement 1.785.900 RGU, ce qui représente une perte organique nette de 13.100 abonnés à la télévision au cours du 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Cette perte nette ne tient pas compte des migrations vers nos services de télévision premium et représente les clients qui se désabonnent au profit de plateformes de concurrents, comme d'autres fournisseurs de services de télévision numérique, OTT et satellite, ou les clients qui résilient leur abonnement TV ou quittent la zone couverte par nos services. Au sein du mix d'abonnés à la télévision, la proportion d'abonnés à la télévision analogique de base a continué à se réduire pour s'établir à 90.300 au 30 juin 2021. En octobre 2019, nous avons lancé notre campagne « Signal Switch » afin d'anticiper l'arrêt des signaux analogiques, tant en radio qu'en télévision, pour la fin de cette année. Cela libérera de la capacité sur le réseau pour le trafic numérique sans cesse croissant. Après une suspension temporaire de ce projet liée au Covid-19, il a été relancé au cours du premier trimestre 2021, ce qui a permis de relever le niveau de vente complémentaire de notre plateforme de télévision premium, comme indiqué ci-après.

### TÉLÉVISION PREMIUM

Au 30 juin 2021, 1.695.600 abonnés à la télévision avaient opté pour nos services de télévision premium, générant un ARPU plus élevé, ce qui leur permet de profiter d'une expérience TV enrichie, avec notamment l'accès gratuit à nos applications OTT «Telenet TV» et «Yelo» grâce à laquelle ils bénéficient d'une expérience unique en termes de contenu sur plusieurs appareils connectés à leur domicile et en déplacement. Cela inclut notre toute dernière plate-forme de télévision numérique, comprenant notre décodeur nouvelle génération basé sur le Cloud avec des capacités de reconnaissance vocale, que nous avons lancée fin avril 2019. L'appli Telenet TV est également disponible sur Apple TV et Android depuis la mi-décembre 2020. Grâce à cette « media box », les clients peuvent transférer leur expérience TV habituelle vers un second écran de télévision partout dans l'Union européenne et sans décodeur supplémentaire. Le total d'abonnés à nos services de télévision premium a enregistré un gain net de 7.100 RGU au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, ce qui marque une nette amélioration par rapport aux trimestres précédents. L'augmentation nette du nombre d'abonnés s'explique à la fois par la poursuite du déploiement de notre projet « Signal Switch » et par un solide taux d'attachement aux nouveaux forfaits FMC « ONE », ce qui témoigne d'un « cord-cutting » limité dans notre zone de couverture.

À la mi-septembre 2020, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50 %. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz+ » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas

affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. Veuillez vous reporter au point 2. Faits marquants sur le plan financier pour de plus amples informations.

Suite au lancement du service de streaming « Streamz », nous avons introduit un nouveau produit « Streamz+ » et rebaptisé « Streamz » l'ancien produit « Play » à côté duquel « Play More » continue d'exister. Nous sommes convaincus que notre plate-forme OTT conjointe bénéficie d'une position unique, combinant les meilleures séries produites localement de l'ensemble des diffuseurs locaux VTM, Play et VRT, auxquelles s'ajoutent les contenus internationaux à succès de HBO, en plus d'une vaste zone de contenus pour enfants, de films et de documentaires. Streamz est accessible à tous via l'appli Streamz, en ligne sur Streamz.be et par le biais de notre plate-forme de télévision numérique. Par ailleurs, nous conservons une position de leader sur le marché en ce qui concerne le sport. « Play Sports » continue de diffuser des compétitions nationales et internationales de football, comme la Premier League britannique en exclusivité et – via les chaînes d'Eleven Sports – la Jupiler Pro League belge, La Liga, Serie A et Bundesliga 1. Nous avons récemment prolongé les droits de la Premier League pour trois saisons supplémentaires, jusqu'à la saison 2024-2025. D'autres sports comme le cyclo-cross, le basket-ball, le hockey, le tennis, le golf et les sports moteurs, sont aussi inclus dans notre offre sportive étendue. Au cours du premier trimestre, nous avons lancé « Play Sports Open », une nouvelle chaîne linéaire dans notre offre de télévision de base. Play Sports Open offre à tous les clients Telenet TV une sélection de rencontres de différentes compétitions dont la Premier League, l'Europa League, la Division d'honneur, le tennis ATP et WTA, le hockey et le basket-ball belges, le cyclo-cross, la Formule 1 et le MXGP. Cette chaîne comprend également des programmes exclusifs et des documentaires.

En outre, alors que nous évoluons pour offrir tous les divertissements premium pertinents à nos clients, nous avons commencé à intégrer d'autres services principaux de VOD (y compris entre autres Netflix et Amazon Prime) à nos clients via leur décodeur et nous avons l'intention de continuer d'étendre à l'avenir d'autres services de VOD pertinents. Par conséquent, nous sommes bien positionnés en tant qu'acteur de premier plan dans le segment du divertissement haut de gamme au sein de notre marché géographique. Ceci est également étayé lorsque l'on examine la pénétration des services de divertissement haut de gamme que nous proposons en pourcentage de notre base totale d'abonnés à la télévision premium, qui est l'une des principales mesures de performance que nous suivons. Notre base totale d'abonnés au divertissement premium, y compris « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports » représentait environ 36 % de notre base de clients de télévision premium<sup>1</sup> à la fin du deuxième trimestre 2021, qui était globalement stable par rapport au même trimestre de l'année dernière et en légère baisse par rapport au 31 mars 2021 en raison des tendances saisonnières de notre offre « Play Sports » en raison de la conclusion des championnats de football nationaux et internationaux.

<sup>1</sup> Y inclus 405.500 abonnés directs pour « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et 212.500 pour « Play Sports » au 30 juin 2021.

## 2 Faits marquants sur le plan financier

### CHANGEMENT IMPORTANT DE RAPPORTS:

**Croissance en base remaniée :** Pour calculer les chiffres de croissance en base remaniée, nous avons adapté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020), (ii) refléter les changements relatifs au traitement IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu depuis le troisième trimestre de 2020 et (iii) refléter les changements liés aux revenus d'abonnements et à l'utilisation et aux revenus d'interconnexion générés par nos clients commerciaux de petite et moyenne taille et de grande entreprise à partir du premier trimestre 2021 des revenus des services aux entreprises vers la téléphonie mobile et d'autres revenus, respectivement. Voir Définitions pour d'autres explications. Pour plus d'informations sur l'écart entre nos résultats financiers rapportés et remaniés, nous renvoyons à l'Annexe au présent communiqué de presse.

**Cadre comptable de la coentreprise Streamz et des droits de diffusion du football belge :** À la mi-septembre 2020, nous avons lancé « Streamz », un service unique de streaming de DPG Media et Telenet, dans lequel nous détenons une participation de 50%. Par voie de conséquence, ni les résultats financiers ni les résultats opérationnels de la coentreprise ne sont consolidés dans nos comptes. Comme nous offrons à la fois « Streamz » et « Streamz + » directement aux clients par le biais de notre plate-forme de télévision numérique, nous continuerons d'inclure le nombre de clients en divertissement premium que nous servons directement. Les revenus générés par ces abonnés directs au divertissement premium n'en sont pas affectés et restent inclus dans nos revenus d'abonnement à la télévision, tandis que les coûts liés au contenu sont comptabilisés en coûts directs (charges liées à la programmation) et ont par conséquent un impact sur l'Adjusted EBITDA. En août 2020, nous avons signé un contrat de cinq ans avec Eleven Sports pour la diffusion du championnat belge de football. Contrairement au contrat précédent, le coût du nouveau contrat portant sur le football belge sera comptabilisé en tant que coût direct (frais liés à la programmation) et aura par conséquent un impact sur notre Adjusted EBITDA. Les deux changements ont un impact sur nos charges (opérationnelles) et notre Adjusted EBITDA à compter du troisième trimestre 2020. Nous indiquons les changements en base remaniée d'une année à l'autre pour permettre aux investisseurs, tout comme aux analystes, d'évaluer nos résultats financiers sur une base comparable. Pour plus d'informations sur l'écart entre nos résultats financiers rapportés et remaniés, nous renvoyons à l'Annexe au présent communiqué de presse.

**Inclusion des clients professionnels Petites et Moyennes Entreprises (« PME ») et Grandes Entreprises (« GE ») :** À compter du deuxième trimestre 2021, le nombre d'abonnés en postpayé et le nombre total d'abonnés mobiles incluent nos clients PME et GE, qui auparavant n'étaient pas comptabilisés dans le nombre de cartes SIM. Voir 1. Faits marquants pour plus d'informations. En raison du changement susmentionné, les revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE sont comptabilisés dans nos revenus de téléphonie mobile (et non plus dans les revenus des services aux entreprises), tandis que les revenus d'interconnexion sont désormais comptabilisés dans les autres produits (et non plus dans les revenus des services aux entreprises). Nous indiquons les changements en glissement annuel sur une base remaniée pour permettre aux investisseurs, tout comme aux analystes, d'évaluer nos résultats financiers sur une base comparable et nous avons représenté notre chiffre d'affaires du premier trimestre 2021 en conséquence.

### 2.1 Produits

Nous avons généré un chiffre d'affaires de 1.288,3 millions € sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, ce qui représente une augmentation de plus de 1 % (+1,3 %) par rapport aux 1.272,2 millions € générés au 1er semestre de l'année dernière. Comme indiqué plus haut, les produits du premier trimestre de l'an dernier comprenaient encore la contribution de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à r.l., qui a été fusionnée avec Eltrona le 1er avril 2020 et dans laquelle nous détenons une participation de 50 % moins 1 action. En conséquence, nous ne consolidons plus ses résultats à compter du 2e trimestre 2020. À des fins de comparaison, il est aussi important de noter (i) que le chiffre d'affaires réalisé au premier semestre 2020 reflétait l'impact négatif de la pandémie mondiale de Covid-19 sur nos activités, avec un impact plus marqué

au deuxième trimestre 2020, notamment en raison de la forte baisse de nos recettes publicitaires et revenus de production, comptabilisés dans les autres produits, et (ii) le reclassement susmentionné des revenus liés aux abonnements, à l'utilisation et à l'interconnexion générés par nos clients PME et GE, comme indiqué plus haut.

Si l'on exclut l'impact de la cession de notre filiale luxembourgeoise de câblodistribution telle que mentionnée plus haut, notre chiffre d'affaires en base remaniée du premier semestre 2021 a augmenté de plus de 1 % (+1,4 %) par rapport à la même période de l'année précédente. Par rapport au premier semestre 2020, nos autres produits ont augmenté d'un peu plus de 1 % au premier semestre, le solide rebond de 30 % en glissement annuel de nos recettes publicitaires et revenus de production ayant été presque entièrement contrebalancé par une baisse de 19 % de nos revenus d'interconnexion, le premier trimestre 2020 n'ayant été affecté que de manière limitée par la pandémie mondiale de Covid. Le total des revenus d'abonnement, qui comprend à la fois les revenus d'abonnement au câble et à la téléphonie mobile, a augmenté de 1 % en glissement annuel sur une base remaniée sur les six mois clôturés au 30 juin 2021 et reste une importante source de flux de trésorerie pour notre entreprise. Cette tendance positive s'explique par une solide croissance de nos revenus d'abonnement au câble sous l'effet (i) de la bonne tenue persistante de nos forfaits FMC dans les segments résidentiel et professionnel, (ii) de la montée en gamme de clients haut débit vers des forfaits à plus grande vitesse et (iii) de l'avantage de la révision tarifaire d'octobre 2020, ainsi que de l'augmentation des revenus de téléphonie mobile, ceci reflétant une proportion plus élevée de revenus provenant des nouveaux forfaits FMC « ONE » attribués à la téléphonie mobile par rapport aux revenus d'abonnement au câble, ce qui a eu un effet favorable sur les premiers d'environ 0,9 million € et un effet défavorable équivalent sur les derniers. Enfin, notre activité B2B est restée performante avec des revenus en base remaniée en hausse de 7 % sur les six premiers mois de l'année par rapport à la même période de l'année précédente.

Au 2e trimestre 2021, nos opérations ont généré 642,4 millions d'euros de revenus, ce qui représente une augmentation de 4 % à la fois en base rapportée et remaniée (+3,7 %) par rapport au 2e trimestre 2020, le plus impacté par la pandémie de Covid-19, laquelle a particulièrement affecté nos autres produits durant cette période, notamment les recettes publicitaires et les revenus de production. L'amélioration significative de notre chiffre d'affaires au cours du trimestre est principalement due à un net rebond de nos autres produits de 15 % en glissement annuel sur une base remaniée. En excluant nos autres produits, nos revenus en base remaniée au 2e trimestre 2021 ont augmenté de plus de 1 % par rapport au 2e trimestre 2020 grâce à l'augmentation des revenus d'abonnement et des revenus B2B, en hausse de 1 % et 7 % respectivement sur une base remaniée. En lançant nos nouveaux forfaits FMC « ONE » en avril 2021, nous avons également modifié les mécanismes d'attribution des revenus parmi les nouveaux forfaits, comme indiqué ci-dessus. Comme nos (autres) revenus ont commencé à s'améliorer séquentiellement à partir du troisième trimestre de l'année dernière une fois le confinement strict était levé, nous attendons une décélération de la tendance de croissance de notre chiffre d'affaires au second semestre par rapport aux six premiers mois de l'année, mais cela est pleinement intégré dans nos perspectives pour l'exercice 2021.

### **TÉLÉVISION CÂBLÉE**

Nos produits en télévision câblée comprennent les montants payés mensuellement par nos abonnés pour les chaînes de base qu'ils reçoivent et les revenus générés par nos abonnés à la télévision premium, ce qui inclut essentiellement (i) les montants récurrents pour la location des décodeurs, (ii) le coût des offres de contenu premium en supplément, y compris nos forfaits VOD « Streamz », « Streamz+ », « Play More » et « Play Sports », et (iii) les services transactionnels et de retransmission à la demande. Nos produits en télévision câblée pour le semestre clos au 30 juin 2021 ont atteint 278,8 millions € (T2 2021 : 136,1 millions €), ce qui représente une baisse de 2 % par rapport au 1er semestre 2020 sur une base rapportée. Sur une base remaniée, à savoir sans l'impact inorganique de la vente de nos activités luxembourgeoises de câblodistribution en avril 2020, nos produits en télévision câblée ont diminué de 1 %. Cette baisse reflète (i) la diminution du nombre moyen de RGU en télévision ainsi que (ii) l'impact de la pandémie de Covid-19 sur nos revenus de VOD transactionnelle en raison de retards dans la sortie de nouveaux films et séries à succès et (iii) le changement dans l'allocation des revenus en raison des nouveaux forfaits FMC « ONE » comme décrit ci-dessus et (iv) le bénéfice de l'ajustement des prix d'octobre 2020.

**INTERNET HAUT DÉBIT**

Les revenus générés par les RGU en internet haut débit pour clients résidentiels et petites entreprises s'élèvent à 337,8 millions € pour le semestre clos au 30 juin 2021 (T2 2021 : 169,4 millions €), un chiffre en hausse de 4 % par rapport au premier semestre de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée. Cette solide performance en glissement annuel reflète (i) l'avantage de la révision tarifaire d'octobre 2020, (ii) la montée en gamme continue de notre clientèle en internet haut débit et (iii) le lancement réussi de nos nouvelles offres FMC « ONE ». Ceci a été contrebalancé en partie par le changement susmentionné dans l'allocation des revenus provenant des nouveaux forfaits FMC « ONE ».

**TÉLÉPHONIE FIXE**

Nos produits en téléphonie fixe comprennent les revenus d'abonnements récurrents de nos abonnés à la téléphonie fixe et les revenus variables liés à l'utilisation, à l'exception des revenus d'interconnexion générés par ces clients, qui sont comptabilisés sous les autres produits. Pour les six mois clôturés au 30 juin 2021, nos produits en téléphonie fixe ont chuté de 4 % en glissement annuel, à la fois en base rapportée et remaniée, pour s'établir à 109,3 millions € (T2 2021 : 54,0 millions €). Ceci reflète principalement la baisse des RGU moyennes sur la période et le changement susmentionné dans l'allocation des revenus provenant des nouveaux forfaits FMC « ONE », qui ont plus que contrebalancé l'impact favorable de la révision tarifaire d'octobre 2020 et de l'utilisation accrue liée au Covid-19.

**TÉLÉPHONIE MOBILE**

Nos produits en téléphonie mobile comprennent les revenus liés aux abonnements générés par nos abonnés directs à la téléphonie mobile et les revenus hors forfaits, à l'exception (i) des revenus d'interconnexion générés par ces clients, (ii) des revenus issus des ventes d'appareils et (iii) des revenus comptabilisés sous nos programmes « Choisissez votre appareil » qui sont tous repris sous les autres produits. Nos revenus de téléphonie mobile incluent également les revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE, comme indiqué précédemment. Au 1er semestre 2021, nous avons généré 238,0 millions € de revenus en téléphonie mobile (T2 2021 : 120,3 millions €), ce qui représente une augmentation de près de 7 % en glissement annuel en base rapportée, une progression due principalement à l'inclusion des revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE qui, au 2e trimestre de l'an dernier, étaient comptabilisés dans les services aux entreprises. Sur une base remaniée, nous avons enregistré une hausse de 1 % des revenus de téléphonie mobile sur les six premiers mois de l'année. Cette augmentation est attribuable pour l'essentiel à l'impact positif sur la consommation mobile et à une moindre consommation sur la même période de l'année dernière en raison des restrictions du confinement lié au Covid-19, ainsi qu'à la nouvelle allocation des revenus liée aux forfaits FMC « ONE » en faveur des revenus mobiles, comme indiqué précédemment.

**SERVICES AUX ENTREPRISES**

Les produits attribués aux services aux entreprises comprennent (i) les revenus générés sur les produits non coaxiaux, y compris la fibre et les lignes DSL louées, (ii) nos activités d'opérateur, et (iii) des services à valeur ajoutée tels que l'hébergement de réseau et les services gérés de protection des données. Les revenus générés par nos clients professionnels sur l'ensemble des produits liés au câble, comme notre pack de référence « KLIK », sont attribués aux revenus d'abonnement au câble et ne sont pas repris dans Telenet Business, notre division de services aux entreprises. Nos revenus des services aux entreprises ne comprennent plus les revenus liés aux abonnements, à l'utilisation et à l'interconnexion générés par nos clients PME et GE, comme indiqué précédemment, ces revenus étant désormais comptabilisés respectivement dans les produits de téléphonie mobile et les autres produits.

Telenet Business a généré un chiffre d'affaires de 90,3 millions € pour le semestre clos au 30 juin 2021 (T2 2021 : 44,9 millions €), ce qui représente une baisse de 8 % en glissement annuel sur une base rapportée, suite au changement susmentionné dans la manière dont nous comptabilisons les revenus liés aux abonnements et à l'utilisation générés par nos clients PME et GE. Sur une base remaniée, nos revenus B2B pour le premier semestre de l'année ont augmenté de 7 % en glissement annuel. Cette augmentation est principalement due à l'expansion de notre clientèle d'intégrateurs ICT et de grandes entreprises, ainsi qu'à la hausse des revenus en voice, vidéo, data, sécurité et équipements.

## AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent principalement (i) les revenus d'interconnexion provenant de nos clients en téléphonie à la fois fixe et mobile, ce qui inclut les clients PME et GE comme indiqué précédemment (ii) les recettes publicitaires et revenus de production de De Vijver Media NV, notre filiale média détenue à 100 %, (iii) les ventes d'appareils mobiles, y compris les revenus générés par nos programmes « Choisissez votre appareil », (iv) les revenus wholesale générés par nos activités wholesale à la fois commerciales et réglementées, (v) les frais d'activation et d'installation et (vi) le produit des ventes de décodeurs. Nos autres produits ont atteint 234,1 millions € sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, ce qui représente une légère hausse de 2 % et 1 % respectivement en base rapportée et remaniée, le solide rebond de 30 % en glissement annuel de nos recettes publicitaires et revenus de production ayant été presque entièrement contrebalancé par une baisse de 19 % de nos revenus d'interconnexion, le premier trimestre 2020 n'ayant été affecté que de manière limitée par la pandémie mondiale de Covid. Au 2e trimestre 2021, nos autres produits ont augmenté de 16 % et 15 % en glissement annuel sur une base rapportée et remaniée pour s'établir à 117,7 millions €, toujours grâce à une solide hausse de 72 % de nos recettes publicitaires et revenus de production par rapport au 2e trimestre 2020.

## 2.2 Charges

Sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, nous avons engagé des charges pour un total de 975,8 millions €, ce qui représente une augmentation de 1 % par rapport à la même période de l'année précédente. Nos charges totales pour le premier semestre 2020 comprennent (i) la contribution pour le trimestre entier de notre activité de câblodistribution au Luxembourg avant la cession à Eltrona au 1er avril 2020, ainsi que (ii) 18,5 millions € de dépréciation de goodwill sur De Vijver Media suite à la réévaluation de leur plan stratégique à long terme au 2e trimestre 2020, ceci reflétant l'impact de la pandémie de Covid-19 sur son profil financier. Les charges totales représentaient environ 76 % des produits au 1er semestre 2021 (S1 2020 : environ 76 %). Le coût des services fournis représentait, en pourcentage, environ 49 % des produits pour le 1er semestre 2021 (S1 2020 : environ 55 %), tandis que les frais de vente et les frais généraux et administratifs représentaient environ 27 % du total des produits au 1er semestre 2021 (S1 2020 : environ 21 %).

Nos charges d'exploitation, qui comprennent (i) les frais d'exploitation du réseau, (ii) les coûts directs, (iii) les frais de personnel, (iv) les frais de vente et de marketing, (v) les frais de sous-traitance et de services professionnels et (vi) les autres coûts indirects, ont augmenté d'un peu plus de 4 % en base rapportée sur le semestre clôturé au 30 juin 2021 et reflétaient des changements dans le traitement comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents (voir 2 Faits marquants sur le plan financier pour de plus amples informations). Sur une base remaniée, nos charges d'exploitation pour le 1er semestre 2021 sont restées globalement stables par rapport à la même période de l'an dernier. Ceci résulte principalement d'une baisse de 8 % en base remaniée (20,4 millions €) de nos coûts directs, qui a partiellement compensé l'augmentation des frais de personnel et des frais d'exploitation du réseau, comme indiqué plus loin.

Au 2e trimestre 2021, nos charges totales ont atteint 483,7 millions €, soit une augmentation de 3 % par rapport au 2e trimestre de l'année dernière, lequel incluait la charge de dépréciation du goodwill de 18,5 millions € mentionnée précédemment. Comme signalé dans notre rapport sur les résultats du 1er trimestre 2021, nos charges d'exploitation au 2e trimestre 2021 ont enregistré une augmentation significative de 8 % et de 6 % en glissement annuel, respectivement sur une base rapportée et remaniée, dans la mesure où le trimestre correspondant de l'année précédente reflétait (i) une baisse substantielle des coûts directs en raison de l'amortissement accéléré des droits de diffusion liés au sport au 1er trimestre 2020, (ii) une baisse des frais de personnel et des coûts liés à la sous-traitance et aux services professionnels en raison du confinement strict pendant la première vague de la pandémie mondiale de Covid-19 au 2e trimestre de l'année dernière et (iii) une diminution des frais de vente et de marketing.

**CHARGES D'EXPLOITATION DU RÉSEAU**

Les charges d'exploitation du réseau pour les six mois clôturés au 30 juin 2021 ont atteint 106,1 millions € (T2 2021 : 48,4 millions €), soit une augmentation de plus de 5 % en glissement annuel à la fois en base rapportée et remaniée. Cette augmentation est liée à une proportion plus élevée de visites techniques chez les clients vu la progression du télétravail dans le cadre de la pandémie de Covid-19, ainsi qu'à la reprise de notre programme de commutation analogique « Signal Switch » comme mentionné ci-dessus.

**COÛTS DIRECTS (PROGRAMMATION ET DROITS D'AUTEUR, INTERCONNEXION ET AUTRES)**

Nos coûts directs comprennent toutes les dépenses directes, notamment les coûts liés (i) à la programmation et aux droits d'auteur, y compris, à compter du 3e trimestre 2020, les coûts liés à l'achat de contenus pour nos packs « Streamz », « Streamz+ » et « Play More » ainsi que les frais liés aux droits de diffusion du football belge, (ii) à l'interconnexion et (iii) aux ventes de combinés et aux subsides. Sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, nos coûts directs ont atteint 250,3 millions €, soit une hausse de 3 % par rapport au 1er semestre 2020 qui reflète principalement les changements susmentionnés dans le traitement comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge à cause de changements liés aux contrats sous-jacents. Sur une base remaniée, nos coûts directs pour le premier semestre ont diminué de 8 % en glissement annuel en raison d'une baisse significative des frais d'interconnexion et de roaming et d'une réduction des frais de programmation. Au 2e trimestre 2021, nous avons encouru 121,7 millions € de coûts directs, soit une hausse de 8 % et de 3 % respectivement sur une base rapportée et remaniée. Comme mentionné ci-dessus, nos coûts directs au 2e trimestre 2020 affichaient une baisse substantielle des frais de programmation en raison de l'amortissement accéléré des droits de diffusion liés au sport suite à la pandémie mondiale de Covid-19.

**FRAIS DE PERSONNEL**

Les frais de personnel pour les six mois clôturés au 30 juin 2021 s'établissent à 138,1 millions € (T2 2021 : 66,9 millions €), ce qui représente une augmentation de 4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent aussi bien en base rapportée que remaniée. Ceci reflète (i) la baisse des frais de personnel au cours du premier semestre de l'année dernière à la suite de la pandémie de Covid-19, ainsi que (ii) l'augmentation de l'effectif moyen et (iii) l'effet de l'indexation obligatoire des salaires à partir de début 2021.

**FRAIS DE VENTE ET DE MARKETING**

Nos frais de vente et de marketing pour le semestre clos au 30 juin 2021 s'élèvent à 39,3 millions d'euros, soit une baisse de 2 % en glissement annuel. Sur une base remaniée, ils ont augmenté de 2 % en glissement annuel, ceci reflétant une reprise de notre activité de vente au détail par rapport à l'année dernière, lorsque nos frais de vente et de marketing évoluaient à un niveau inférieur en raison de la pandémie de Covid-19. C'est également ce qui explique l'augmentation de 6 % et 8 %, respectivement en base rapportée et remaniée, au deuxième trimestre par rapport à l'année dernière.

**SOUS-TRAITANCE ET SERVICES PROFESSIONNELS**

Les frais de sous-traitance et de services professionnels ont atteint 15,2 millions € au 1er semestre 2021 (T2 2021 : 8,1 millions €), soit une hausse de 6 % en glissement annuel à la fois en base rapportée et remaniée, nos dépenses au premier semestre de l'année dernière reflétant l'impact de la pandémie mondiale de Covid-19 avec une baisse des coûts.

**AUTRES COÛTS INDIRECTS**

Les autres coûts indirects ont atteint 50,6 millions € pour le semestre clos au 30 juin 2021 (T2 2021 : 22,8 millions €), soit une augmentation de 16 % par rapport à la même période de l'année précédente, à la fois en base rapportée et remaniée, ceci en raison de l'augmentation des coûts liés aux centres d'appel externalisés engendrés par les règles Covid-19 rendant le travail à domicile obligatoire et d'une augmentation des provisions pour créances douteuses.

**AMORTISSEMENTS ET RESTRUCTURATION, Y COMPRIS LA DÉPRÉCIATION D'ACTIFS AVEC UNE DURÉE DE VIE LONGUE ET LE GAIN SUR LA CESSIION D'ACTIFS**

Les amortissements, y compris la dépréciation d'actifs avec une durée de vie longue, le gain sur la vente d'actifs et les charges de restructuration, ont atteint 358,5 millions € au 1er semestre 2021 (T2 2021 : 182,6 millions €), contre 386,8 millions € sur la même période de l'année précédente, laquelle incluait les 18,5 millions € de dépréciation de goodwill susmentionnés.

## 2.3 Résultat net

### PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, les charges financières nettes ont atteint 28,8 millions €, contre 97,8 millions € au 1er semestre 2020. Les produits financiers pour le semestre clos au 30 juin 2021 ont fortement augmenté en glissement annuel, s'établissant à 152,9 millions € contre 27,7 millions € au 1er semestre de l'année dernière, ces chiffres incluant un gain hors trésorerie sur nos produits dérivés de 152,3 millions € et 22,7 millions € respectivement au 1er semestre 2021 et 2020. Les charges financières pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 ont augmenté de 45 % pour s'établir à 181,7 millions €, contre 125,5 millions € au 1er semestre 2020. Les charges financières pour le 1er semestre 2021 incluent une perte de change hors trésorerie de 87,6 millions € sur notre dette libellée en USD, contre un petit gain de change hors trésorerie de 4,7 millions € pour la même période de l'année précédente. Comme indiqué sous 2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette, notre dette libellée en USD a été couverte jusqu'aux dates d'échéance respectives, ce qui a limité l'impact des fluctuations de change sur nos flux de trésorerie. Si l'on exclut cet impact, nos charges d'intérêts nettes au 1er semestre 2021 ont diminué de 15 %, ce qui reflète l'avantage de certaines opérations de refinancement au premier semestre 2020.

Les charges financières nettes au 2e trimestre 2021 s'élèvent à 26,9 millions €, contre 103,6 millions € pour la même période de l'année précédente, ceci compte tenu d'une perte hors trésorerie sur nos produits dérivés bien plus élevée au 2e trimestre de l'an dernier, soit 129,2 millions d'euros contre 2,9 millions € au 2e trimestre de cette année, et d'un gain de change hors trésorerie de 73,6 millions € au 2e trimestre de l'année dernière, contre 22,9 millions d'euros au 2e trimestre de cette année.

### IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Nous avons enregistré une charge d'impôt sur le résultat de 69,7 millions € pour les six mois clôturés au 30 juin 2021 (T2 2021 : 31,2 millions €), contre 16,4 millions € au 1er semestre 2020. L'an dernier, nos charges d'impôt sur le résultat avaient été influencées favorablement par la comptabilisation de la déduction d'impôt pour innovation, ce qui incluait un effet non récurrent des déductions relatives aux périodes antérieures, alors que le 1er semestre 2021 reflète une imposition plus normale.

### RÉSULTAT NET

Nous avons réalisé un bénéfice net de 211,7 millions € sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, contre 184,9 millions € pour la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de 14 % du bénéfice net est due principalement à la baisse significative des charges financières nettes, comme indiqué précédemment, ainsi qu'à une croissance de 3 % du bénéfice d'exploitation, ce qui a plus que compensé la hausse des charges d'impôt sur le résultat évoquée ci-dessus. Au 1er semestre 2021, nous avons réalisé une marge bénéficiaire nette de 16,4 %, contre 14,5 % au 1er semestre de l'an dernier.

Au 2e trimestre 2021, nous avons généré un bénéfice net de 99,2 millions €, soit plus du triple par rapport à la même période de l'année précédente, les facteurs à la base de cette hausse étant globalement les mêmes que ceux décrits ci-dessus. Cela s'est traduit par une marge bénéficiaire nette de 15,4 % au cours du trimestre, contre 5,1 % au deuxième trimestre de l'année dernière.

## 2.4 Adjusted EBITDA

Pour les six mois clôturés au 30 juin 2021, nous avons réalisé un Adjusted EBITDA de 688,7 millions €, ce qui représente une légère diminution d'un peu plus de 1 % par rapport aux 698,0 millions € réalisés au 1er semestre 2020. Cette baisse s'explique principalement par (i) les changements susmentionnés dans le résultat comptable IFRS de certains coûts liés au contenu pour les packs de divertissement premium et les droits de retransmission du football belge en raison de changements liés aux contrats sous-jacents (voir 2 Faits marquants sur le plan financier pour plus d'information) et (ii) la cession de notre activité de câblodistribution au Luxembourg à Eltrona, comme indiqué précédemment. Au 1er semestre 2021, nous avons réalisé une marge d'Adjusted EBITDA de 53,5 %, contre 54,9 % au 1er semestre 2020.



Sur une base remaniée, en excluant ces impacts, notre Adjusted EBITDA pour le semestre clos au 30 juin 2021 a augmenté de près de 3 % (+2,9 %) grâce à (i) une baisse de 8 % de nos coûts directs, qui a partiellement compensé l'augmentation des frais de personnel et des frais d'exploitation du réseau, et (ii) une saine croissance organique du chiffre d'affaires de plus de 1 % sur la période. Sur une base remaniée, nous avons réussi à accroître notre marge d'Adjusted EBITDA de 80 points de base au 1er semestre 2021 par rapport à la même période de l'an dernier.

Au 2e trimestre 2021, notre Adjusted EBITDA a atteint 354,5 millions €, soit une augmentation de près de 1 % par rapport aux 352,4 millions € de l'année dernière, ce qui se traduit par une marge saine de 55,2 %. Sur une base remaniée, notre Adjusted EBITDA a augmenté de 2 %. Conformément à nos perspectives pour l'exercice 2021, nous avons prévu un fléchissement de l'Adjusted EBITDA au deuxième trimestre dans la mesure où, l'an dernier, cette même période affichait des coûts de programmation nettement inférieurs en raison de l'amortissement accéléré des droits de diffusion au 1er trimestre 2020 suite à la pandémie mondiale de Covid-19, ainsi que des frais de vente et de marketing en nette baisse au 2e trimestre 2020.

**Tableau 1 : rapprochement entre le bénéfice sur la période et l'Adjusted EBITDA (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>99,2</b>	<b>31,7</b>	<b>213 %</b>	<b>211,7</b>	<b>184,9</b>	<b>14 %</b>
Impôts	31,2	10,2	206 %	69,7	16,4	325 %
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	1,4	(0,9)	N.M.	2,3	(1,3)	N.M.
Perte (gain) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	—	4,3	(100) %	—	4,3	(100) %
Charges (produits) financières nettes	26,9	103,6	(74) %	28,8	97,8	(71) %
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	182,2	193,3	(6) %	357,6	381,8	(6) %
<b>EBITDA</b>	<b>340,9</b>	<b>342,2</b>	<b>— %</b>	<b>670,1</b>	<b>683,9</b>	<b>(2) %</b>
Rémunération en actions	8,9	6,2	44 %	12,8	8,0	60 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	4,3	0,6	617 %	6,9	1,7	306 %
Coûts de restructuration	0,4	4,0	(90) %	0,9	5,0	(82) %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	(0,6)	(100) %	(2,0)	(0,6)	233 %
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>354,5</b>	<b>352,4</b>	<b>1 %</b>	<b>688,7</b>	<b>698,0</b>	<b>(1) %</b>
<b>Marge Adjusted EBITDA</b>	<b>55,2 %</b>	<b>56,9 %</b>		<b>53,5 %</b>	<b>54,9 %</b>	
<b>Marge bénéfice net</b>	<b>15,4 %</b>	<b>5,1 %</b>		<b>16,4 %</b>	<b>14,5 %</b>	

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

## 2.5 Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement à imputer ont atteint 281,8 millions € sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, un chiffre en baisse de 5% par rapport à la même période de l'année précédente et qui équivaut à environ 22% du chiffre d'affaires de la période (S1 2020 : environ 23%). Nos dépenses d'investissement à imputer au 1<sup>er</sup> semestre 2021 incluaient l'impact (i) de la prolongation de six mois de nos licences de spectre mobile 2G et 3G en mars de cette année dans l'attente de la prochaine mise aux enchères du spectre multibande qui devrait commencer fin 2021 ou début 2022, (ii) de la coentreprise de divertissement premium Streamz, comme indiqué au point 2. Faits marquants sur le plan financier, (iii) de la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020) et (iv) de la comptabilisation de certains droits de diffusion du football au premier semestre 2021. Si l'on exclut des dépenses d'investissement à imputer la comptabilisation de certains droits de diffusion du football et des licences du

spectre mobile susmentionnés, conformément à la base de calcul de notre flux de trésorerie opérationnel disponible comme indiqué plus loin, nos dépenses d'investissement à imputer pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021 s'établissent à 270,4 millions €, ce qui équivaut à environ 21% du chiffre d'affaires et ce qui représente une baisse de 9% en glissement annuel.

Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés, comprenant entre autres les dépenses en boîtiers décodeurs, modems et lignes WiFi, ont atteint 51,4 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 (T2 2021 : 26,7 millions €) et sont en baisse de 2% par rapport à la même période de l'année précédente. Les dépenses d'investissement liées aux équipements privés d'abonnés pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 représentaient environ 19% de nos dépenses d'investissement à imputer totales (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de diffusion du football et de l'impact susmentionné des licences du spectre mobile).

Les dépenses d'investissement à imputer pour le développement et la modernisation du réseau s'élevaient à 31,3 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2021 (T2 2021 : 17,5 millions €), soit une diminution de 19% par rapport à la même période de l'exercice précédent, un chiffre qui reflète l'achèvement de nos programmes d'amélioration des infrastructures réseau, fixes comme mobiles, et dans une moindre mesure l'impact du Covid-19 sur nos activités de terrain. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2021, les dépenses d'investissement liées au réseau représentaient environ 12% de la totalité des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission du football et de l'impact susmentionné des licences du spectre mobile).

Les dépenses d'investissement en produits et services, qui recouvrent entre autres nos investissements dans le développement de produits et la mise à niveau de nos plateformes et systèmes IT, ont atteint 85,2 millions € pour le 1<sup>er</sup> semestre 2021 (T2 2021 : 36,6 millions €). Ceci représente une solide augmentation de 13% en glissement annuel, ce qui reflète la hausse des dépenses liées à notre programme de mise à niveau IT. Pour le semestre clôturé au 30 juin 2021, les dépenses d'investissement pour les produits et services représentaient environ 32% de la totalité des dépenses d'investissement à imputer (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de retransmission du football et de l'impact susmentionné des licences du spectre mobile).

Les autres dépenses d'investissement à imputer comprennent (i) des rénovations et remplacements d'équipements réseau, (ii) des frais de programmation et d'acquisition de contenus sportifs, y compris certains contenus acquis par De Vijver Media, (iii) certains investissements récurrents dans notre plate-forme et nos systèmes IT et (iv) des acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location. Celles-ci ont atteint 113,9 millions € pour les six mois clôturés au 30 juin 2021 (T2 2021 : 57,9 millions €), ce qui représente une diminution de 13% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Ce qui précède implique qu'environ 63% des dépenses d'investissement à imputer pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 (à l'exclusion de la comptabilisation de certains droits de retransmission du football et de l'impact susmentionné des licences du spectre mobile) étaient évolutives et liées à la croissance du nombre d'abonnés. Nous continuons à surveiller étroitement nos dépenses d'investissement afin qu'elles contribuent à des rendements croissants.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, nos dépenses d'investissement à imputer ont atteint 138,7 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 11% par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre de l'année dernière, durant lequel les niveaux d'investissement avaient été impactés par la pandémie de Covid-19. En pourcentage du chiffre d'affaires, nos dépenses d'investissement à imputer au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 représentaient environ 22%, contre environ 20% pour la même période de l'année précédente. Environ 59% des dépenses d'investissement à imputer du trimestre étaient évolutives et liées à la croissance du nombre d'abonnés.

**Tableau 2 : Rapprochement entre les investissements à imputer et les investissements nets (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Dépenses d'investissement à imputer</b>	<b>138,7</b>	<b>124,9</b>	<b>11 %</b>	<b>281,8</b>	<b>297,6</b>	<b>(5) %</b>
Actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital	(18,1)	(19,3)	(6) %	(29,9)	(49,1)	(39) %
Actifs via des contrats de location	(13,7)	(12,2)	12 %	(18,9)	(39,3)	(52) %
Variations en passifs courants liés aux investissements	13,2	21,3	(38) %	6,5	23,0	(72) %
<b>Dépenses d'investissement en espèces</b>	<b>120,1</b>	<b>114,7</b>	<b>5 %</b>	<b>239,5</b>	<b>232,2</b>	<b>3 %</b>

## 2.6 Flux de trésorerie opérationnel disponible

Nous avons dégagé un flux de trésorerie opérationnel disponible de 418,3 millions € pour le semestre clôturé au 30 juin 2021, contre 400,4 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Cette augmentation substantielle de 4% en glissement annuel est due principalement à une baisse significative des dépenses d'investissement à imputer par rapport au premier semestre de l'année dernière. Sur une base remaniée et en excluant la comptabilisation des droits de diffusion du football et des licences du spectre mobile, ainsi que l'impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer, conformément à la base utilisée pour nos prévisions de TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible 2018-2021, le flux de trésorerie opérationnel disponible pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 a augmenté de près de 4% en glissement annuel, ce qui reflète essentiellement les mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus.

Conformément à nos prévisions pour l'exercice 2021, nous avons enregistré une baisse de 5% du flux de trésorerie opérationnel disponible au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, passant de 227,5 millions € sur la même période de l'an dernier à 216,4 millions €. Cette diminution prévue est entièrement due à l'augmentation des dépenses d'investissement à imputer par rapport à l'année dernière, lorsque nos investissements ont été affectés par la pandémie de Covid-19.

**Tableau 3 : Rapprochement flux de trésorerie opérationnel libre (non audité)**

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>354,5</b>	<b>352,4</b>	<b>1 %</b>	<b>688,7</b>	<b>698</b>	<b>(1) %</b>
Dépenses d'investissement à imputer	(138,7)	(124,9)	11 %	(281,8)	(297,6)	(5) %
Comptabilisation des droits de retransmission du football	0,6	—	100%	3,0	—	100%
Comptabilisation des licences du spectre mobile	—	—	—%	8,4	—	100%
<b>Dépenses d'investissement à imputer (y exclut la comptabilisation des droits de retransmission pour le football et des licences pour le spectre mobile)</b>	<b>(138,1)</b>	<b>(124,9)</b>	<b>11 %</b>	<b>(270,4)</b>	<b>(297,6)</b>	<b>(9) %</b>
<b>Flux de trésorerie opérationnel disponible</b>	<b>216,4</b>	<b>227,5</b>	<b>(5) %</b>	<b>418,3</b>	<b>400,4</b>	<b>4 %</b>

## 2.7 Flux de trésorerie et liquidité

### FLUX DE TRÉSORERIE NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Sur les six mois clôturés au 30 juin 2021, nos activités d'exploitation ont généré 511,3 millions € de trésorerie nette, contre 571,7 millions € pour la même période de l'exercice précédent. La trésorerie nette provenant de nos activités d'exploitation au 1<sup>er</sup> semestre 2021 incluait l'impact de la cession de notre ancienne activité de câblodistribution au Luxembourg (déconsolidée à compter du 1<sup>er</sup> avril 2020). Notre flux de trésorerie d'exploitation net a diminué de 11% en glissement annuel, principalement en raison des 95,2 millions € d'impôts en espèces payés au cours du trimestre, alors que l'an dernier nous n'avions réglé nos impôts en espèces qu'au troisième trimestre. Ce phasage différent d'une année à l'autre a plus que contrebalancé la baisse de 8,7 millions € des charges d'intérêts en espèces et l'évolution favorable de notre fonds de roulement.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, la trésorerie nette générée par nos activités d'exploitation a atteint 237,3 millions €, soit une baisse de 18% par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 due notamment aux impôts payés au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 comme indiqué ci-dessus.

### FLUX DE TRÉSORERIE NETS AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Nous avons utilisé 255,0 millions € de trésorerie nette dans des activités d'investissement pour les six mois clôturés au 30 juin 2021, un chiffre globalement stable par rapport aux 255,4 millions € pour la même période de l'année précédente. Nous utilisons un programme de financement par le fournisseur qui nous permet d'étendre nos délais de paiement vis-à-vis de certains fournisseurs à 360 jours pour un coût global intéressant. Sur les six premiers mois de 2021, nous avons acquis 29,9 millions € d'actifs via des dispositifs de financement par le fournisseur lié au capital (T2 2021 : 18,1 millions €), avec un impact positif sur la trésorerie nette utilisée dans des opérations d'investissement pour le même montant. Cela représente une baisse en glissement annuel de 39% par rapport à la même période de l'année précédente. Veuillez consulter la Section 2.5 - Dépenses d'investissements pour un rapprochement entre les dépenses d'investissement à imputer et les dépenses d'investissement en espèces.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, nous avons utilisé 134,9 millions d'euros de trésorerie nette dans des activités d'investissement, ce qui représente une légère baisse de 2% par rapport à la même période de l'année dernière.

### TRÉSORERIE NETTE UTILISÉE DANS DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour les six mois clôturés au 30 juin 2021, la trésorerie nette utilisée dans des activités de financement a été de 243,4 millions €, contre 346,3 millions € au 1<sup>er</sup> semestre 2020, ce qui représente une solide baisse de 30% en glissement annuel. Notre flux de trésorerie de financement net au premier semestre de l'année dernière reflétait (i) le lancement et l'achèvement de notre programme de rachat d'actions 2020 de 34,4 millions € au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'an dernier, (ii) le remboursement volontaire de 56,6 millions € d'une partie de nos Senior Secured Fixed Rate Notes, ainsi que (iii) 142,3 millions € de dividendes payés aux actionnaires dans le cadre de notre politique de rémunération des actionnaires. La trésorerie nette utilisée dans des activités de financement pour le semestre clôturé au 30 juin 2021 reflète (i) une réduction nette de 42,6 millions € de nos prêts et emprunts en cours, y compris les remboursements prévus dans le cadre de notre programme de financement par le fournisseur, ainsi que (ii) le paiement d'un dividende de 156,0 millions d'euros, en hausse de 10% en glissement annuel. Le reste de la trésorerie nette utilisée dans des activités de financement se compose principalement de remboursements au titre de contrats de location-financement et autres paiements financiers.

Au 2<sup>e</sup> trimestre 2021, nous avons utilisé 207,5 millions € de trésorerie nette dans des activités de financement, ce qui inclut le paiement du dividende susmentionné au début du mois de mai de cette année. Nous renvoyons à la section 3.2 Rémunération des actionnaires pour plus de détails sur notre politique de rémunération des actionnaires.

**FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AJUSTÉ**

Pour les six mois clôturés au 30 juin 2021, nous avons généré un flux de trésorerie disponible ajusté (Adjusted Free Cash Flow) de 202,5 millions €, contre 263,9 millions € pour la même période de l'année précédente. Par rapport au premier semestre 2020, notre flux de trésorerie disponible ajusté a diminué de 23%, principalement en raison du paiement annuel d'impôts en espèces susmentionné au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 (par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre l'an dernier), pourtant entièrement intégré dans nos prévisions pour l'exercice 2021. Notre flux de trésorerie disponible ajusté pour le semestre clos au 30 juin 2021 inclut également une légère diminution de 3,4 millions € de notre programme de financement par le fournisseur, alors que l'année dernière, au 1<sup>er</sup> semestre, notre Adjusted EBITDA incluait un gain de 10,6 millions €. En excluant ces mouvements, le flux de trésorerie disponible ajusté sous-jacent aurait été légèrement supérieur.

Notre flux de trésorerie disponible ajusté au 2<sup>e</sup> trimestre 2021 s'est établi à 78,5 millions €, contre 180,5 millions € pour la même période de l'année précédente, ceci en raison du phasage susmentionné dans le paiement des impôts annuels en espèces et d'une contribution du programme de financement par le fournisseur en baisse de 42,0 millions € en raison du phasage.

**2.8 Profil de dette, solde de trésorerie et ratio de dette nette****PROFIL DE DETTE**

Au 30 juin 2021, le solde total de la dette (y compris les intérêts courus) s'établissait à 5.470,7 millions €, dont un montant en principal de 1.384,0 millions € lié aux Senior Secured Fixed Rate Notes libellées en USD échéant en mars 2028 et un montant en principal de 3.047,0 millions € dû au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée de 2020 échéant entre avril 2028 et avril 2029. Le solde total de la dette au 30 juin 2021 comprend également un montant en principal de 347,6 millions € lié à notre programme de financement par le fournisseur, le reste correspondant pour l'essentiel aux obligations au titre de contrats de location liées à l'acquisition d'Interkabel et d'autres contrats de location.

Au 30 juin 2021, nous avons une dette à court terme de 347,6 millions € liée à notre programme de financement par le fournisseur, échéant entièrement dans les douze mois. Cela représente une légère diminution de 3,4 millions € par rapport au 31 décembre 2020 et de 5,1 millions € par rapport au 31 mars 2021, avec un impact négatif sur le flux de trésorerie disponible ajusté du même montant dans les deux périodes. Pour l'ensemble de l'année 2021, nous prévoyons toujours une évolution globalement stable à partir du 31 décembre 2020, comme l'indiquent nos prévisions de flux de trésorerie disponibles ajustés pour l'exercice 2021. À compter de fin octobre 2020, la marge applicable sur nos futurs engagements à court terme au titre du programme de financement par le fournisseur a encore été réduite de 15 points de base pour s'établir à 1,95 % au-dessus de l'EURIBOR (seuil de 0 %). Cette charge d'intérêt réduite vient s'ajouter à une réduction équivalente de la marge de 15 points de base en février 2020. Compte tenu de la taille susmentionnée du programme, cela aura un léger impact relatif sur notre Flux de trésorerie disponible ajusté en 2021 et au-delà.

Nous n'avons procédé à aucun refinancement ni amortissement de dettes au cours des six premiers mois de l'année, tandis que les risques de taux d'intérêt flottant et les risques de change ont été presque entièrement couverts jusqu'à l'échéance de ces instruments de dette par le biais d'une série de produits dérivés, améliorant ainsi la visibilité de notre futur flux de trésorerie disponible ajusté. En excluant les dettes à court terme liées à notre programme de financement par le fournisseur, nous ne devons faire face à aucune échéance de dettes avant mars 2028, avec une durée moyenne pondérée d'environ 7,0 ans au 30 juin 2021. En outre, nous avons pleinement accès aux 555,0 millions € d'engagements non utilisés au titre de nos facilités de crédit renouvelables au 30 juin 2021, avec certaines disponibilités jusqu'en septembre 2026.

**SYNTHÈSE DES DETTES ET PLANS DE PAIEMENT**

Le tableau ci-dessous donne un aperçu des montants en principal de nos principaux instruments de dette et de nos plans de paiement au 30 juin 2021.

**Tableau 4 : Synthèse des dettes au 30 juin 2021 (non audité)**

	Facilité totale au	Montant prélevé	Montant disponible	Échéance	Taux d'intérêt	Paiement des intérêts dus
	30 juin 2021					
	(en millions €)					
<b>Senior Credit Facility ajusté en 2020</b>						
Prêt à terme AR	1 937,0	1 937,0	—	30 avril 2028	Flottant   LIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,00%	Mensuel
Prêt à terme AQ	1 110,0	1 110,0	—	30 avril 2029	Flottant   EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Bi-annuel (janvier et juillet)
Facilité de crédit renouvelable I	510,0	—	510,0	31 mai 2026	Flottant   EURIBOR 6 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
<b>Senior Secured Fixed Rate Notes</b>						
600 millions € Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AK)	540,0	540,0	—	1 mars 2028	Fixe   3,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
1 milliard USD Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 (Facilité AJ)	844,0	844,0	—	1 mars 2028	Fixe   5,50%	Bi-annuel (janvier et juillet)
<b>Autre</b>						
Facilité de crédit renouvelable	20,0	—	20,0	30 septembre 2026	Flottant   EURBOR 1 mois (0% seuil) + 2,25%	Trimestriel (commission d'engagement)
Facilité overdraft	25,0	—	25,0	30 juin 2022	Flottant   EURIBOR 1 mois (0% seuil) + 1,60%	Trimestriel (commission d'engagement)
Montant total nominal	4 986,0	4 431,0	555,0			

Remarque: Dans le tableau ci-dessus, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2021. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

**SOLDE DE TRÉSORERIE ET MOYENS DISPONIBLES**

Au 30 juin 2021, nous détenons 94,9 millions € de trésorerie et équivalents de trésorerie, contre 200,0 millions € au 31 mars 2021 et 82,0 millions € au 31 décembre 2020. Afin de réduire le risque lié à la concentration des contreparties, nos équivalents de trésorerie et fonds du marché monétaire cotés AAA sont placés auprès d'institutions financières européennes et américaines de premier ordre et nous nous efforçons d'investir au moins 75 % de notre trésorerie et équivalents de trésorerie dans des fonds du marché monétaire cotés AAA. En plus de notre solde de trésorerie disponible, nous avons également accès à 555,0 millions € d'engagements disponibles au titre de notre facilité de crédit de premier rang modifiée 2020 et de nos autres facilités de crédit renouvelable, sous réserve du respect des conventions mentionnées ci-après. Par rapport au 31 mars 2021, notre solde de trésorerie au 30 juin 2021 a sensiblement diminué, conformément à nos prévisions, attendu que nous avons distribué un dividende brut par action de 1,3750 € aux actionnaires début mai (156,0 millions € au total) et généré un flux de trésorerie disponible moins élevé au deuxième trimestre, ayant effectué notre paiement annuel d'impôts en espèces début avril.

**RATIO DE DETTE NETTE**

À l'occasion du Capital Markets Day de décembre 2018 – avec mise à jour fin octobre de l'an dernier, lorsque nous avons renforcé notre politique de rémunération de l'actionnaire – nous avons confirmé notre cadre de ratio de levier, à savoir un ratio de Dette nette totale sur Adjusted EBITDA consolidé annualisé maintenu à 3,5x-4,5x (« net total leverage »). En l'absence d'acquisitions majeures et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, nous entendons rester proches du point médian de 4,0x en maintenant un niveau attrayant et soutenable de rémunération de l'actionariat. Cela inclut à présent un dividende brut plancher par action de 2,75 €, ce qui représente le haut de la précédente fourchette de 50-70 % de taux de distribution en pourcentage du flux de trésorerie disponible ajusté. Au 30 juin 2021, notre ratio d'endettement net total était de 4,0x, un chiffre inchangé par rapport au 31 mars 2021 malgré le paiement du dividende brut susmentionné début mai, ceci ayant été entièrement compensé par un solide flux de trésorerie disponible ajusté généré au cours des six premiers mois de l'année.

Notre 'net covenant leverage', tel que calculé dans le cadre de la facilité de crédit de premier rang modifiée 2020, diffère du 'net total leverage' et n'inclut pas (i) les passifs de location-financement, (ii) les éventuels passifs à court terme liés au financement par le fournisseur, mais inclut (iii) le 'Credit Facility Excluded Amount' (à savoir le montant le plus élevé entre 400,0 millions € et 0,25x l'EBITDA ajusté consolidé annualisé). Notre 'net covenant leverage' s'établissait à 3,0x au 30 juin 2021, un niveau inchangé par rapport au 31 mars 2021. Notre ratio de dette nette actuel prévu par convention ('net covenant leverage') est sensiblement inférieur à la 'springing maintenance covenant' de 6,0x et au test de ratio d'endettement de 4,5x le 'net senior leverage'. Cependant, la 'maintenance covenant' précitée s'applique uniquement dans le cas où nous utiliserions 40 % ou plus de nos facilités de crédit renouvelables. Au 30 juin 2021, nos facilités de crédit renouvelables étaient entièrement inutilisées, comme indiqué ci-dessus.

## 3 Perspectives et informations complémentaires

### 3.1 Perspectives

Après avoir réalisé une solide performance financière au premier semestre de 2021 par rapport à tous nos principaux critères financiers, nous sommes en bonne voie pour atteindre nos objectifs pour l'exercice 2021, tels que présentés en février 2021. Cela implique un retour à la croissance du chiffre d'affaires en 2021 sur une base remaniée, ce qui inclut un rétablissement partiel suite à la pandémie de Covid-19 qui a principalement affecté nos autres produits en 2020. Le redressement de nos autres produits sera contrebalancé dans une certaine mesure par une réduction des droits d'accès réglementés au câble, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2020, et par une pression persistante sur nos revenus d'interconnexion vu le passage à la messagerie de données et la progression des appels VoIP. Par ailleurs, notre chiffre d'affaires en base remaniée sera soutenu par la croissance dans notre activité B2B, par une légère augmentation des revenus d'abonnement liée à la mise à niveau de clients et par certaines révisions tarifaires. Pour l'exercice 2021, nous tablons toujours sur une progression du chiffre d'affaires en base remaniée allant jusqu'à 1% par rapport à 2020. Après avoir inversé la tendance négative dans notre chiffre d'affaires en base remaniée au deuxième trimestre, nous sommes confiants quant à notre capacité de maintenir une trajectoire de croissance positive du chiffre d'affaires pour le reste de l'année. Cependant, alors que nos (autres) produits ont commencé à s'améliorer séquentiellement à partir du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année dernière une fois le confinement strict levé, nous nous attendons à un ralentissement de la croissance de nos produits au 2<sup>e</sup> semestre par rapport aux six premiers mois de l'année, même si ceci est entièrement intégré dans nos perspectives pour l'exercice 2021.

Notre Adjusted EBITDA en base remaniée a augmenté de près de 3% au premier semestre par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2020. Cela nous met en bonne position pour réaliser une saine croissance de 1 à 2% en 2021 sur une base remaniée, même si nous prévoyons un résultat plus modéré en termes d'Adjusted EBITDA au second semestre en raison d'une base de comparaison défavorable pour certaines charges d'exploitation et d'une reprise générale de l'activité commerciale par rapport à l'année dernière.

Sur une base remaniée, notre flux de trésorerie opérationnel disponible a augmenté de 4% sur les six premiers mois de l'année grâce à la croissance susmentionnée de notre Adjusted EBITDA et à la baisse des dépenses d'investissement à imputer par rapport à la même période de l'année dernière. Par rapport au premier semestre, nous prévoyons, au second semestre de cette année, une augmentation des dépenses d'investissement, celles-ci incluant certains investissements sélectifs liés au réseau, comme annoncé en février de cette année, ouvrant la possibilité de futures mises à niveau des réseaux fixe et mobile à un coût avantageux. Par conséquent, nous nous attendons à un revirement au niveau du flux de trésorerie opérationnel disponible au second semestre, comme l'indiquent nos prévisions pour l'exercice 2021. Pour l'exercice 2021, nous prévoyons toujours une légère diminution d'environ 1% de notre flux de trésorerie opérationnel disponible en base remaniée. Nous entendons toujours, néanmoins, atteindre le bas de la fourchette prévue pour le TCAC de flux de trésorerie opérationnel disponible pour la période 2018-2021, à savoir 6,5% à 8,0%.

Notre flux de trésorerie disponible ajusté au premier semestre a atteint 202,5 millions d'euros, ce qui nous met en bonne position pour réaliser nos objectifs pour l'exercice 2021 malgré un flux de trésorerie disponible ajusté en recul au deuxième trimestre en raison du décalage dans le paiement des impôts annuels en espèces. Compte tenu de ce paiement annuel, nous prévoyons un rebond du flux de trésorerie disponible ajusté pour le reste de l'année. Malgré une légère diminution attendue de notre flux de trésorerie opérationnel disponible en 2021, nous sommes confiants quant à notre capacité de générer un solide flux de trésorerie disponible ajusté de 420,0 à 440,0 millions €. La croissance de notre flux de trésorerie disponible ajusté sera favorisée, entre autres facteurs, par une diminution des impôts en espèces et des charges d'intérêts en espèces, tandis que notre programme de financement par le fournisseur devrait rester globalement stable par rapport à fin 2020.



**Tableau 5 : Prévisions**

Prévisions pour l'exercice 2018 – 2021	FY 2018 remanié <sup>(a)</sup>	Comme présenté le 4 décembre 2018	Comme confirmé le 11 février 2021
<b>Flux de trésorerie opérationnel disponible CAGR (remanié)<sup>(b, c)</sup></b>	674.7 millions €	Entre 6,5% – 8,0%	Bas de la fourchette de 6,5% – 8,0%

  

Prévisions pour l'exercice 2021	FY 2020 Remanié <sup>(a)</sup>	Comme présenté le 11 février 2021
<b>Croissance des produits (remanié)<sup>(d)</sup></b>	2,573.2 millions €	Jusqu'à 1%
<b>Croissance de l'Adjusted EBITDA (remanié)<sup>(b)</sup></b>	1,346.5 millions €	Entre 1-2%
<b>Croissance du flux de trésorerie opérationnel (remanié)<sup>(b, c)</sup></b>	825.8 millions €	Environ -1%
<b>Flux de trésorerie disponible ajusté<sup>(b, e)</sup></b>	-	420.0 – 440.0 millions €

(a) Afin de calculer les chiffres de croissance en base remaniée sur une base comparable pour les périodes ci-dessus, nous avons ajusté les produits et l'Adjusted EBITDA historiques de manière à refléter l'impact des transactions suivantes dans la même proportion que les produits et l'Adjusted EBITDA inclus dans nos résultats courants : (i) exclure les produits et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale luxembourgeoise de câblodistribution Coditel S.à.r.l. (déconsolidée à compter du 1er avril 2020) et (ii) refléter les changements relatifs au résultat comptable IFRS de certains contrats en matière de droits sur le contenu durant le troisième trimestre de 2020.

(b) Des rapprochements quantitatifs avec le bénéfice net (y compris les taux de croissance du bénéfice net) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour l'Adjusted EBITDA, le Flux de trésorerie opérationnel disponible et le Flux de trésorerie disponible ajusté ne peuvent être fournis sans efforts déraisonnables dans la mesure où nous n'établissons pas de prévisions pour (i) certaines charges hors trésorerie, dont les amortissements et les réductions de valeur, restructurations et autres éléments opérationnels inclus dans le bénéfice net, ni pour (ii) des changements spécifiques dans le fonds de roulement ayant un impact sur les flux de trésorerie provenant d'activités opérationnelles. Les éléments pour lesquels nous n'établissons pas de prévisions peuvent varier fortement d'une période à l'autre.

(c) À l'exclusion de la comptabilisation des droits de retransmission pour le football capitalisés et des licences pour le spectre mobile, et à l'exclusion de l'impact de certaines acquisitions d'immobilisations liées aux contrats de location sur nos dépenses d'investissement à imputer.

(d) Par rapport à notre chiffre d'affaires publié pour l'exercice 2020, la croissance de notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2021 serait équivalente à un pourcentage allant jusque 1 %.

(e) En supposant que certains paiements soient effectués pour la prolongation temporaire de nos actuelles licences du spectre mobile 2G et 3G en 2021 – à l'exclusion toutefois des paiements pour toute future licence de spectre dans le cadre de la mise aux enchères multibande – et que le paiement de l'impôt dû sur l'exercice 2020 ne se produira pas avant le début de 2022.

## 3.2 Rémunération des actionnaires

Continuant notre politique de rémunération des actionnaires, présenté lors de notre Capital Markets Day en décembre 2018, le conseil d'administration a décidé, fin octobre 2020, de renforcer cette politique. Notre nouvelle politique offre un équilibre entre des distributions attractives pour les actionnaires et la faculté de répondre dans le futur à des opportunités créatrices de valeur en matière de fusions et acquisitions. Tandis que l'objectif d'endettement net total de 4.0x a été réaffirmé en l'absence d'acquisitions importantes et/ou de changements significatifs au niveau de l'activité ou du cadre réglementaire, le conseil d'administration a introduit un plancher de 2,75 € (brut) par action pour les dividendes à venir. Ce dividende plancher suppose l'absence de changement significatif dans notre activité ou notre cadre réglementaire et remplace la fourchette de distribution de 50-70 % communiquée précédemment. Ce faisant, le conseil d'administration a l'intention de consacrer une part plus importante des flux de trésorerie disponibles ajustés aux dividendes récurrents. Le reste de nos flux de trésorerie disponibles ajustés peut encore être pris en considération pour des acquisitions relatives, des dividendes extraordinaires, des rachats d'actions supplémentaires, une réduction de la dette ou une combinaison de ces affectations. La somme du dividende intérimaire versé en décembre 2020 et le dividende final payé en mai 2021 représentait le dividende plancher de 2,75 € par action (brut), soit 300,2 millions € au total. Ceci représente une augmentation de 47 % par rapport au dividende par action payé sur le flux de trésorerie disponible ajusté de l'exercice 2019. Ainsi, nous continuons d'exécuter notre politique de rémunération des actionnaires prévu, y compris le plancher de dividende mentionné ci-dessus.

### **3.3 Événements survenus après la date du bilan**

Il ne s'est produit, après le 30 juin 2021, aucun événement significatif nécessitant une modification de l'information financière ou une mention dans le présent communiqué de presse.

### **3.4 Vérifications du commissaire**

Le commissaire, KPMG Bedrijfsrevisoren - Réviseurs d'Entreprises BV/SRL, représenté par Götwin Jackers, a confirmé que ses procédures d'examen limité, qui sont terminées quant au fond, n'ont révélé aucun élément significatif nécessitant un ajustement des informations financières intermédiaires consolidées et abrégées incluses dans ce communiqué de presse du 30 juin 2021 et pour le semestre clôturé à cette date.

## 4 Telenet Group Holding SA – Statistiques d'exploitation consolidées intermédiaires

Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin	2021	2020	Variation %
<b>Services d'abonnement</b>			
Maisons raccordables – Réseau Combiné <sup>(13)</sup>	3 388 900	3 355 200	1 %
<b>Télévision câblée</b>			
Télédistribution de base <sup>(6)</sup>	90 300	139 900	(35) %
Télévision premium <sup>(7)</sup>	1 695 600	1 695 700	— %
<b>Total télévision câblée</b>	<b>1 785 900</b>	<b>1 835 600</b>	<b>(3)%</b>
<b>Internet haut débit</b>			
Internet haut débit résidentiel	1 482 200	1 450 100	2 %
Internet haut débit professionnel	229 900	226 400	2 %
<b>Total internet haut débit <sup>(8)</sup></b>	<b>1 712 100</b>	<b>1 676 500</b>	<b>2 %</b>
<b>Téléphonie fixe</b>			
Téléphonie fixe résidentiel	1 001 600	1 056 500	(5) %
Téléphonie fixe professionnel	140 100	138 900	1 %
<b>Total téléphonie fixe <sup>(9)</sup></b>	<b>1 141 700</b>	<b>1 195 400</b>	<b>(4)%</b>
<b>Unités génératrices totales de revenus <sup>(14)</sup></b>	<b>4 639 700</b>	<b>4 707 500</b>	<b>(1)%</b>
<b>Taux d'attrition <sup>(15)</sup></b>			
Télévision câblée	8,8 %	6,8 %	
Internet haut débit	7,1 %	6,4 %	
Téléphonie fixe	10,4 %	7,1 %	
<b>Relation client</b>			
Clients FMC	685 900	598 900	15 %
Total relations client <sup>(11)</sup>	2 037 300	2 052 200	(1) %
Services par relation client <sup>(11)</sup>	2,28	2,29	— %
ARPU par relation client (€ / mois) <sup>(11) (12)</sup>	58,8	58,4	1 %
Pour la période de trois mois se terminant le 30 juin	2021	2020	Variation %
<b>Services mobiles</b>			
<b>Téléphonie mobile</b>			
Postpayé	2 607 300	2 527 500	3 %
Prépayé	349 600	400 900	(13) %
<b>Téléphonie mobile <sup>(10)</sup></b>	<b>2 956 900</b>	<b>2 928 400</b>	<b>1 %</b>

**Inclusion des clients professionnels Petites et Moyennes Entreprises (« PME ») et Grandes Entreprises (« GE ») :** À compter du deuxième trimestre 2021, le nombre d'abonnés en postpayé et le nombre total d'abonnés mobiles incluent nos clients PME et GE, qui auparavant n'étaient pas comptabilisés dans le nombre de cartes SIM. Nous avons représenté les nombres d'abonnés consolidés tels que décrits ci-dessous et au point 4. Statistiques opérationnelles intermédiaires consolidées à compter du 1er trimestre 2020 afin de permettre aux investisseurs et aux analystes d'évaluer nos résultats opérationnels sur une base comparable. En conséquence, nous avons ajouté 130,100, 132.600, 140.500, 146.100, 156.600 et 158.900 abonnés mobiles en postpayé à notre total d'abonnés pour les périodes trimestrielles allant du 1er trimestre 2020 au 2e trimestre 2021 inclus.

## 5 Telenet Group Holding SA – États financiers consolidés et abrégés intermédiaires (IFRS UE)

### 5.1 État de résultat global consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au 30 juin			Pour la période de six mois se terminant au 30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
	<b>Résultat de la période</b>					
<b>Produits</b>	<b>642,4</b>	<b>619,2</b>	<b>4 %</b>	<b>1 288,3</b>	<b>1 272,2</b>	<b>1 %</b>
<b>Charges</b>						
Coût des services fournis	(309,6)	(332,7)	(7) %	(632,6)	(701,8)	(10) %
<b>Bénéfice brut</b>	<b>332,8</b>	<b>286,5</b>	<b>16 %</b>	<b>655,7</b>	<b>570,4</b>	<b>15 %</b>
Coûts commerciaux et administratifs	(174,1)	(137,6)	27 %	(343,2)	(268,3)	28 %
<b>Bénéfice opérationnel</b>	<b>158,7</b>	<b>148,9</b>	<b>7 %</b>	<b>312,5</b>	<b>302,1</b>	<b>3 %</b>
Produits financiers	23,2	76,6	(70) %	152,9	27,7	452 %
Produit d'intérêt et de change nets	23,1	73,8	(69) %	0,5	5,0	(90) %
Bénéfice net sur instruments financiers dérivés	—	—	—%	152,3	22,7	571 %
Bénéfice net sur remboursement anticipé de la dette	0,1	2,8	(96) %	0,1	—	100%
Charges financières	(50,1)	(180,2)	(72) %	(181,7)	(125,5)	45 %
Charge d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	(47,2)	(51,0)	(7) %	(181,7)	(110,3)	65 %
Perte nette sur instruments financiers dérivés	(2,9)	(129,2)	(98) %	—	—	—%
Perte nette sur remboursement anticipé de la dette	—	—	—%	—	(15,2)	(100) %
<b>Produits (charges) financières nettes</b>	<b>(26,9)</b>	<b>(103,6)</b>	<b>(74) %</b>	<b>(28,8)</b>	<b>(97,8)</b>	<b>(71) %</b>
Quote-part du résultat des entités mises en équivalence	(1,4)	0,9	N.M.	(2,3)	1,3	N.M.
Gain (perte) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	—	(4,3)	(100) %	—	(4,3)	(100) %
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<b>130,4</b>	<b>41,9</b>	<b>211 %</b>	<b>281,4</b>	<b>201,3</b>	<b>40 %</b>
Charges d'impôts	(31,2)	(10,2)	206 %	(69,7)	(16,4)	325 %
<b>Résultat net de la période</b>	<b>99,2</b>	<b>31,7</b>	<b>213 %</b>	<b>211,7</b>	<b>184,9</b>	<b>14 %</b>
<b>Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas recyclés dans l'état consolidé du résultat</b>						
Réévaluation de passifs/(actifs) provenant de plans de pension à prestations définies, net d'impôts	2,7	(12,5)	N.M.	2,7	(12,5)	N.M.
<b>Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres</b>	<b>2,7</b>	<b>(12,5)</b>	<b>N.M.</b>	<b>2,7</b>	<b>(12,5)</b>	<b>N.M.</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>101,9</b>	<b>19,2</b>	<b>431 %</b>	<b>214,4</b>	<b>172,4</b>	<b>24 %</b>
<b>Résultat imputable aux :</b>	<b>99,2</b>	<b>31,7</b>	<b>213 %</b>	<b>211,7</b>	<b>184,9</b>	<b>14 %</b>
Propriétaires de la Société	99,3	31,9	211 %	212	185,2	14 %
Intérêts minoritaires	(0,1)	(0,2)	(50) %	(0,3)	(0,3)	— %

(en millions €, sauf actions et montants par action)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Résultat global de la période, imputable aux :</b>	<b>101,9</b>	<b>19,2</b>	<b>431 %</b>	<b>214,4</b>	<b>172,4</b>	<b>24 %</b>
Propriétaires de la Société	102,0	19,4	426 %	214,7	172,7	24 %
Intérêts minoritaires	(0,1)	(0,2)	(50) %	(0,3)	(0,3)	— %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	109 319 746	109 043 372		109 281 368	109 545 183	
Bénéfice ordinaire par action en €	0,91	0,30	203 %	1,94	1,69	15 %
Bénéfice dilué par action en €	0,91	0,30	203 %	1,94	1,69	15 %
<b>Produits par nature</b>						
<b>Produits des abonnements:</b>						
Télévision câblée	136,1	139,6	(3) %	278,8	284,0	(2) %
Internet haut débit	169,4	163,3	4 %	337,8	323,5	4 %
Téléphonie fixe	54,0	57,0	(5) %	109,3	113,8	(4) %
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>359,5</b>	<b>359,9</b>	<b>— %</b>	<b>725,9</b>	<b>721,3</b>	<b>1 %</b>
Téléphonie mobile	120,3	109,4	10 %	238,0	223,0	7 %
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>479,8</b>	<b>469,3</b>	<b>2 %</b>	<b>963,9</b>	<b>944,3</b>	<b>2 %</b>
Services aux entreprises	44,9	48,3	(7) %	90,3	98,3	(8) %
Autres	117,7	101,6	16 %	234,1	229,6	2 %
<b>Total des produits</b>	<b>642,4</b>	<b>619,2</b>	<b>4 %</b>	<b>1 288,3</b>	<b>1 272,2</b>	<b>1 %</b>
<b>Charges par nature</b>						
Coûts d'exploitation du réseau	(48,4)	(46,4)	4 %	(106,1)	(100,7)	5 %
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(121,7)	(112,2)	8 %	(250,3)	(242,5)	3 %
Frais de personnel	(66,9)	(64,5)	4 %	(138,1)	(133,2)	4 %
Coûts des ventes et frais de marketing	(20,0)	(18,8)	6 %	(39,3)	(40,0)	(2) %
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(8,1)	(4,8)	69 %	(15,2)	(14,3)	6 %
Autres coûts indirects	(22,8)	(20,1)	13 %	(50,6)	(43,5)	16 %
Coûts de restructuration	(0,4)	(4,0)	(90) %	(0,9)	(5,0)	(82) %
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	—	0,6	(100) %	2,0	0,6	233 %
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	(4,3)	(0,6)	617 %	(6,9)	(1,7)	306 %
Rémunérations à base d'actions des administrateurs et des travailleurs	(8,9)	(6,2)	44 %	(12,8)	(8,0)	60 %
Dépréciations	(113,8)	(112,4)	1 %	(218,1)	(213,1)	2 %
Amortissements	(51,4)	(46,5)	11 %	(103,1)	(92,3)	12 %
Amortissements sur droits de diffusion	(18,2)	(16,5)	10 %	(38,3)	(56,1)	(32) %
Dépréciation sur des actifs incorporels avec une durée de vie longue et goodwill	—	(18,5)	(100) %	—	(21,3)	(100) %
Gain (perte) sur la vente d'actifs	1,4	0,9	56 %	2,2	3,0	(27) %
Dépréciation sur des actifs corporels avec une durée de vie longue	(0,2)	(0,3)	(33) %	(0,3)	(2,0)	(85) %
<b>Total des charges</b>	<b>(483,7)</b>	<b>(470,3)</b>	<b>3 %</b>	<b>(975,8)</b>	<b>(970,1)</b>	<b>1 %</b>

N.M. - Not Meaningful (Non Significatif)

## 5.2 Flux de trésorerie consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>						
Bénéfice de la période	99,2	31,7	213 %	211,7	184,9	14 %
Amortissements, pertes de valeur et restructurations	182,6	197,2	(7) %	358,5	386,7	(7) %
Variation des fonds de roulement et autres	2,9	(48,3)	N.M.	31,1	(16,3)	N.M.
Impôts sur le résultat	31,2	10,2	206 %	69,7	16,4	325 %
Charges d'intérêt, pertes de change et autres charges financières nettes	24,1	(22,7)	N.M.	181,2	105,4	72 %
Perte nette (gain net) sur dérivés	2,9	129,2	(98) %	(152,3)	(22,7)	571 %
Perte (gain) sur le remboursement anticipé de la dette	(0,1)	(2,9)	(97) %	(0,1)	15,1	N.M.
Perte (gain) sur la vente d'actifs/passifs liés à une filiale ou une coentreprise	—	4,3	(100) %	—	4,3	(100) %
Intérêts payés	(10,3)	(9,3)	11 %	(92,9)	(101,6)	(9) %
Impôts payés	(95,2)	(0,2)	N.M.	(95,6)	(0,5)	N.M.
<b>Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles</b>	<b>237,3</b>	<b>289,2</b>	<b>(18) %</b>	<b>511,3</b>	<b>571,7</b>	<b>(11) %</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>						
Acquisition d'immobilisations corporelles	(69,5)	(72,6)	(4) %	(143,8)	(144,1)	— %
Acquisition d'actifs incorporels	(50,6)	(42,1)	20 %	(95,7)	(88,1)	9 %
Acquisition et emprunts dans des entités mises en équivalence	(15,2)	(20,3)	(25) %	(16,2)	(20,5)	(21) %
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	—	(3,5)	(100) %	—	(3,5)	(100) %
Produits de la vente d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels	0,4	0,5	(20) %	0,7	0,8	(13) %
<b>Flux net de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement</b>	<b>(134,9)</b>	<b>(138,0)</b>	<b>(2) %</b>	<b>(255,0)</b>	<b>(255,4)</b>	<b>— %</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>						
Remboursement d'emprunts et autres obligations de financement	(119,3)	(195,3)	(39) %	(232,5)	(332,8)	(30) %
Produits de la levée d'emprunts et autres obligations de financement	87,3	143,6	(39) %	189,9	225,4	(16) %
Rachat d'actions propres	—	(5,4)	(100) %	—	(34,4)	(100) %
Paiement pour des réductions de capital et des dividendes	(156,0)	(142,3)	10 %	(156,0)	(142,3)	10 %
Paiement de frais de transaction lors de l'émission d'emprunts et compensations pour remboursement anticipé d'emprunts	—	(2,8)	(100) %	—	(13,4)	(100) %
Autres passifs (y inclus baux)	(19,5)	(15,1)	29 %	(44,8)	(48,8)	(8) %
<b>Flux net de trésorerie utilisés pour les activités de financement</b>	<b>(207,5)</b>	<b>(217,3)</b>	<b>(5) %</b>	<b>(243,4)</b>	<b>(346,3)</b>	<b>(30) %</b>

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au			Pour la période de six mois se terminant au		
	30 juin			30 juin		
	2021	2020	Variation %	2021	2020	Variation %
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>						
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	200,0	137,5	45 %	82,0	101,4	(19) %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	94,9	71,4	33 %	94,9	71,4	33 %
<b>Augmentation (diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>(105,1)</b>	<b>(66,1)</b>	<b>59 %</b>	<b>12,9</b>	<b>(30,0)</b>	<b>N.M.</b>
<b>Adjusted Free Cash Flow</b>						
Flux net de trésorerie générés par les activités opérationnelles	237,3	289,2	(18) %	511,3	571,7	(11) %
Charges d'exploitation liées aux acquisition ou cessions	0,9	0,7	29 %	2,4	0,9	167 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	87,2	88,6	(2) %	189,7	170,4	11 %
Acquisition d'immobilisations corporelles	(69,5)	(72,6)	(4) %	(143,8)	(144,1)	— %
Acquisition d'actifs incorporels	(50,6)	(42,1)	20 %	(95,7)	(88,1)	9 %
Remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs	(110,3)	(71,1)	55 %	(222,9)	(207,6)	7 %
Amortissements en capital sur les obligations de location (hors contrats de location liés au réseau)	(8,2)	(4,5)	82 %	(22,6)	(17,6)	28 %
Amortissements en capital sur les dotations aux contrats de location liés au réseau après acquisition	(8,3)	(7,7)	8 %	(15,9)	(21,7)	(27) %
<b>Adjusted Free Cash Flow</b>	<b>78,5</b>	<b>180,5</b>	<b>(57 %)</b>	<b>202,5</b>	<b>263,9</b>	<b>(23 %)</b>

### 5.3 Bilan consolidé et abrégé intermédiaire (IFRS UE, non audité)

(en millions €)	30 juin 2021	31 décembre 2020	Variation
<b>Actif</b>			
<b>Actifs non courants :</b>			
Immobilisations corporelles	2 213,4	2 288,0	(74,6)
Goodwill	1 824,5	1 824,5	—
Autres immobilisations incorporelles	694,1	693,6	0,5
Actifs d'impôt différé	188,5	214,7	(26,2)
Participations dans et prêts aux entités mises en équivalence	124,2	111,7	12,5
Autres investissements	7,7	5,7	2,0
Instruments financiers dérivés	17,3	58,6	(41,3)
Autres actifs	28,8	33,6	(4,8)
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>5 098,5</b>	<b>5 230,4</b>	<b>(131,9)</b>
<b>Actifs courants :</b>			
Stocks	26,7	27,3	(0,6)
Créances commerciales	178,5	187,2	(8,7)
Autres actifs courants	147,9	126,1	21,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	94,9	82,0	12,9
Instruments financiers dérivés	32,5	48,1	(15,6)
	<b>480,5</b>	<b>470,7</b>	<b>9,8</b>
Actifs détenus en vue de la vente	—	0,3	(0,3)
<b>Total des actifs courants</b>	<b>480,5</b>	<b>471,0</b>	<b>9,5</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>5 579,0</b>	<b>5 701,4</b>	<b>(122,4)</b>



(en millions €)	30 juin 2021	31 décembre 2020	Variation
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
<b>Capitaux propres :</b>			
Capital social	12,8	12,8	—
Primes d'émission	80,7	80,7	—
Autres réserves	699,0	686,3	12,7
Perte reportée	(2 174,8)	(2 249,9)	75,1
Réévaluations	(9,6)	(12,3)	2,7
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société</b>	<b>(1 391,9)</b>	<b>(1 482,4)</b>	<b>90,5</b>
Intérêts minoritaires	3,4	28,4	(25,0)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(1 388,5)</b>	<b>(1 454,0)</b>	<b>65,5</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Emprunts et dettes financiers	4 972,9	4 918,3	54,6
Instruments financiers dérivés	293,8	508,0	(214,2)
Produits différés	3,2	3,6	(0,4)
Passifs d'impôt différé	124,6	124,7	(0,1)
Autres dettes non courantes	46,8	56,2	(9,4)
Provisions	10,2	12,2	(2,0)
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>5 451,5</b>	<b>5 623,0</b>	<b>(171,5)</b>
<b>Passifs courants</b>			
Emprunts et autres passifs financiers	497,8	499,6	(1,8)
Dettes fournisseurs	205,9	174,9	31,0
Charges à imputer et autres passifs courants	405,3	399,5	5,8
Provisions	92,5	83,6	8,9
Produits différés	118,7	122,8	(4,1)
Instruments financiers dérivés	61,9	65,6	(3,7)
Passif d'impôt courant	133,9	184,6	(50,7)
	<b>1 516,0</b>	<b>1 530,6</b>	<b>(14,6)</b>
Passifs directement associés aux actifs destinés à la vente	—	1,8	(1,8)
<b>Total des passifs courants</b>	<b>1 516,0</b>	<b>1 532,4</b>	<b>(16,4)</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>6 967,5</b>	<b>7 155,4</b>	<b>(187,9)</b>
<b>Total des capitaux propres et des passifs</b>	<b>5 579,0</b>	<b>5 701,4</b>	<b>(122,4)</b>

## 6 Appendix

### 6.1 Rapprochement des informations financières publiées et remaniées (non audité)

(en millions €)	Rapporté					
	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020	S1 2021
<b>Produits par nature</b>						
Télévision câblée	144,4	139,6	136,6	138,4	559,0	142,7
Internet haut débit	160,2	163,3	164,9	166,5	654,9	168,4
Téléphonie fixe	56,8	57,0	56,2	55,2	225,2	55,3
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>361,4</b>	<b>359,9</b>	<b>357,7</b>	<b>360,1</b>	<b>1 439,1</b>	<b>366,4</b>
Téléphonie mobile	113,6	109,4	114,8	113,4	451,2	111,7
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>475,0</b>	<b>469,3</b>	<b>472,5</b>	<b>473,5</b>	<b>1 890,3</b>	<b>478,1</b>
Services aux entreprises	50,0	48,3	50,8	58,6	207,7	51,3
Autres	128,0	101,6	114,6	133,0	477,2	116,5
<b>Total des produits</b>	<b>653,0</b>	<b>619,2</b>	<b>637,9</b>	<b>665,1</b>	<b>2 575,2</b>	<b>645,9</b>
<b>Charges par nature</b>						
Coûts d'exploitation du réseau	(54,3)	(46,4)	(49,1)	(48,4)	(198,2)	(57,7)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(130,3)	(112,2)	(127,0)	(144,9)	(514,4)	(128,6)
Frais de personnel	(68,7)	(64,5)	(64,7)	(73,2)	(271,1)	(71,2)
Coûts des ventes et frais de marketing	(21,2)	(18,8)	(23,2)	(32,4)	(95,6)	(19,3)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,5)	(4,8)	(6,8)	(7,3)	(28,4)	(7,1)
Autres coûts indirects	(23,4)	(20,1)	(24,0)	(22,0)	(89,5)	(27,8)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(307,4)</b>	<b>(266,8)</b>	<b>(294,8)</b>	<b>(328,2)</b>	<b>(1 197,2)</b>	<b>(311,7)</b>
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>345,6</b>	<b>352,4</b>	<b>343,1</b>	<b>336,9</b>	<b>1 378,0</b>	<b>334,2</b>
<b>Marge Adjusted EBITDA</b>	<b>52,9 %</b>	<b>56,9 %</b>	<b>53,8 %</b>	<b>50,7 %</b>	<b>53,5 %</b>	<b>51,7 %</b>

(en millions €)

(i) Impact du désinvestissement Coditel S.à r.l., (ii) Changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu et (iii) Changements dans les produits générés par nos clients PME et grandes entreprises

	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020	S1 2021
<b>Produits par nature</b>						
Télévision câblée	(1,2)	—	—	—	(1,2)	—
Internet haut débit	(0,2)	—	—	—	(0,2)	—
Téléphonie fixe	(0,2)	—	—	—	(0,2)	—
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>(1,6)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(1,6)</b>	<b>—</b>
Téléphonie mobile	6,0	5,8	6,5	5,5	23,8	6,0
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>4,4</b>	<b>5,8</b>	<b>6,5</b>	<b>5,5</b>	<b>22,2</b>	<b>6,0</b>
Services aux entreprises	(7,3)	(6,4)	(7,2)	(6,2)	(27,1)	(5,9)
Autres	0,9	0,6	0,7	0,7	2,9	(0,1)
<b>Total des produits</b>	<b>(2,0)</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>(2,0)</b>	<b>—</b>
<b>Charges par nature</b>						
Coûts d'exploitation du réseau	(0,5)	—	—	—	(0,5)	—
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(22,7)	(5,5)	(3,2)	—	(31,4)	—
Frais de personnel	0,5	0,3	0,2	—	1,0	—
Coûts des ventes et frais de marketing	1,1	0,3	0,2	—	1,6	—
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	—	—	—	—	—	—
Autres coûts indirects	(0,2)	—	—	—	(0,2)	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(21,8)</b>	<b>(4,9)</b>	<b>(2,8)</b>	<b>—</b>	<b>(29,5)</b>	<b>—</b>
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>(23,8)</b>	<b>(4,9)</b>	<b>(2,8)</b>	<b>—</b>	<b>(31,5)</b>	<b>—</b>

(en millions €)	Remanié					
	S1 2020	S2 2020	S3 2020	S4 2020	FY 2020	S1 2021
<b>Produits par nature</b>						
Télévision câblée	143,2	139,6	136,6	138,4	557,8	142,7
Internet haut débit	160,0	163,3	164,9	166,5	654,7	168,4
Téléphonie fixe	56,6	57,0	56,2	55,2	225,0	55,3
<b>Produits des abonnements liés au câble</b>	<b>359,8</b>	<b>359,9</b>	<b>357,7</b>	<b>360,1</b>	<b>1 437,5</b>	<b>366,4</b>
Téléphonie mobile	119,6	115,2	121,3	118,9	475,0	117,7
<b>Total des produits des abonnements</b>	<b>479,4</b>	<b>475,1</b>	<b>479,0</b>	<b>479,0</b>	<b>1 912,5</b>	<b>484,1</b>
Services aux entreprises	42,7	41,9	43,6	52,4	180,6	45,4
Autres	128,9	102,2	115,3	133,7	480,1	116,4
<b>Total des produits</b>	<b>651,0</b>	<b>619,2</b>	<b>637,9</b>	<b>665,1</b>	<b>2 573,2</b>	<b>645,9</b>
<b>Charges par nature</b>						
Coûts d'exploitation du réseau	(54,8)	(46,4)	(49,1)	(48,4)	(198,7)	(57,7)
Coûts directs (programmation et droits d'auteur, interconnexion et autres)	(153,0)	(117,7)	(130,2)	(144,9)	(545,8)	(128,6)
Frais de personnel	(68,2)	(64,2)	(64,5)	(73,2)	(270,1)	(71,2)
Coûts des ventes et frais de marketing	(20,1)	(18,5)	(23,0)	(32,4)	(94,0)	(19,3)
Coûts liés aux services du personnel et aux services professionnels externalisés	(9,5)	(4,8)	(6,8)	(7,3)	(28,4)	(7,1)
Autres coûts indirects	(23,6)	(20,1)	(24,0)	(22,0)	(89,7)	(27,8)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(329,2)</b>	<b>(271,7)</b>	<b>(297,6)</b>	<b>(328,2)</b>	<b>(1 226,7)</b>	<b>(311,7)</b>
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>321,8</b>	<b>347,5</b>	<b>340,3</b>	<b>336,9</b>	<b>1 346,5</b>	<b>334,2</b>
<b>Marge Adjusted EBITDA</b>	<b>49,4 %</b>	<b>56,1 %</b>	<b>53,3 %</b>	<b>50,7 %</b>	<b>52,3 %</b>	<b>51,7 %</b>

**Information remaniée:** Aux fins du calcul des taux de croissance remaniée sur une base comparable pour les périodes indiquées ci-dessus, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA afin de refléter l'incidence des transactions suivantes dans la même mesure que les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont inclus dans notre résultats courants: (i) exclure le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale câblée luxembourgeoise Coditel S.à rl (déconsolidé au 1er avril 2020), (ii) reflètent les changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu conclus au cours du troisième trimestre de 2020 et (iii) reflètent les changements liés aux revenus d'abonnements et à l'utilisation et aux revenus d'interconnexion générés par nos clients commerciaux de petite et moyenne taille et de grande entreprise à partir du premier trimestre 2021 des revenus des services aux entreprises vers la téléphonie mobile et d'autres revenus, respectivement.. Nous reflétons les revenus et l'Adjusted EBITDA des entreprises acquises dans nos montants historiques basés sur ce que nous estimons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers antérieurs à l'acquisition), ajustés des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables liés à l'acquisition, et (c) tout autre élément que nous jugeons approprié. Nous n'ajuste pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en œuvre pendant les périodes post-acquisition. Comme nous ne possédions ni n'exploitions les entreprises acquises au cours des périodes précédant l'acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à les montants d'acquisition inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes fondés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance rebasés ne sont pas nécessairement indicatifs des produits et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants rebasés ou des produits et du Adjusted EBITDA qui se produiraient dans le futur. Les pourcentages de croissance rebasés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance rebasée est une mesure non conforme

aux GAAP telle que prévue par le règlement G de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformément aux IFRS de l'UE comme indicateur de la performance, mais devrait plutôt être utilisée conjointement avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.

## 6.2 Rapprochement entre le résultat de la période et Consolidated Annualized EBITDA (non audité)

Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Le ratio du levier total net est la somme des emprunts et des dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie ("Dettes Totales Nettes"), comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2021. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent.

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice de la période annualisé des deux derniers trimestres et de l'Adjusted EBITDA des deux derniers trimestres.

(en millions €)	Pour la période de trois mois se terminant au		Pour la période de six mois se terminant au	Annualisé des deux derniers trimestres
	31 mars 2021	30 juin 2021	30 juin 2021	30 juin 2021
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>112,5</b>	<b>99,2</b>	<b>211,7</b>	<b>423,4</b>
Impôts	38,5	31,2	69,7	139,4
Quote-part dans le résultat des entités mises en équivalence	0,9	1,4	2,3	4,6
Charges (produits) financières nettes	1,9	26,9	28,8	57,6
Amortissements, dépréciations et gains sur la vente d'actifs	175,4	182,2	357,6	715,2
<b>EBITDA</b>	<b>329,2</b>	<b>340,9</b>	<b>670,1</b>	<b>1 340,2</b>
Rémunération en actions	3,9	8,9	12,8	25,6
Charges d'exploitation liées aux acquisitions ou cessions	2,6	4,3	6,9	13,8
Coûts de restructuration	0,5	0,4	0,9	1,8
Ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise	(2,0)	—	(2,0)	(4,0)
<b>Adjusted EBITDA</b>	<b>334,2</b>	<b>354,5</b>	<b>688,7</b>	<b>1 377,4</b>
<b>Marge Adjusted EBITDA</b>	<b>51,7 %</b>	<b>55,2 %</b>	<b>53,5 %</b>	<b>53,5 %</b>
<b>Marge bénéfice net</b>	<b>17,4 %</b>	<b>15,4 %</b>	<b>16,4 %</b>	<b>16,4 %</b>

## 6.3 Définitions

- (1) **Informations remaniés:** Aux fins du calcul des taux de croissance remaniée sur une base comparable, nous avons ajusté nos revenus historiques et notre Adjusted EBITDA afin de refléter l'incidence des transactions suivantes dans la même mesure que les revenus et l'Adjusted EBITDA liés à ces transactions sont inclus dans notre résultats courants: (i) exclure le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de notre ancienne filiale câblée luxembourgeoise Coditel S.à r.l (déconsolidé au 1er avril 2020), (ii) reflètent les changements liés au traitement IFRS de certains accords de droits de contenu conclus au cours du troisième trimestre de 2020 et (iii) reflètent les changements liés aux revenus d'abonnements et à l'utilisation et aux revenus d'interconnexion générés par nos clients commerciaux de petite et moyenne taille et de grande entreprise à partir du premier trimestre 2021 des revenus des services aux entreprises vers la téléphonie mobile et d'autres revenus, respectivement. Nous reflétons les revenus et l'Adjusted EBITDA des entreprises acquises dans nos montants historiques basés sur ce que nous estimons être les informations les plus fiables dont nous disposons actuellement (généralement les états financiers antérieurs à l'acquisition), ajustés des effets estimés de (a) toute différence significative entre nos méthodes comptables et celles des entités acquises, (b) tout effet significatif des ajustements comptables liés à l'acquisition, et (c) tout autre élément que nous jugeons approprié. Nous n'ajuste pas les périodes pré-acquisition pour éliminer les éléments non récurrents ou pour donner un effet rétroactif à tout changement d'estimation qui pourrait être mis en oeuvre pendant les périodes post-acquisition. Comme nous ne possédons ni n'exploitons les entreprises acquises au cours des périodes précédant l'acquisition, rien ne garantit que nous avons identifié tous les ajustements nécessaires pour présenter le chiffre d'affaires et l'Adjusted EBITDA de ces entités sur une base comparable à les montants d'acquisition inclus dans nos résultats historiques ou sur lesquels les états financiers antérieurs à l'acquisition sur lesquels nous nous sommes fondés ne contiennent pas d'erreurs non détectées. De plus, les pourcentages de croissance rebasés ne sont pas nécessairement indicatifs des produits et du Adjusted EBITDA qui se seraient produits si ces transactions avaient eu lieu aux dates présumées aux fins du calcul de nos montants rebasés ou des produits et du Adjusted EBITDA qui se produiraient dans le futur. Les pourcentages de croissance rebasés ont été présentés comme une base pour évaluer les taux de croissance sur une base comparable. La croissance rebasée est une mesure non conforme aux GAAP telle que prévue par le règlement G de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et est une mesure supplémentaire utilisée par la direction pour démontrer la performance sous-jacente de la société et ne doit pas remplacer les mesures conformément aux IFRS de l'UE comme indicateur de la performance, mais devrait plutôt être utilisée conjointement avec la mesure IFRS de l'UE la plus directement comparable.
- (2) **L'EBITDA** est défini comme étant le bénéfice avant les charges financières nettes, la part dans le résultat des participations consolidées par mise en équivalence, les impôts sur le résultat, les amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles et les dépréciations. **L'Adjusted EBITDA** est défini comme étant l'EBITDA avant les rémunérations à base d'actions, des ajustements pendant la période de mesure liés aux acquisitions d'entreprise et les coûts de restructuration et avant les charges et produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements, réussis ou non. Les charges ou produits opérationnels liés à des acquisitions ou des désinvestissements comprennent (i) les bénéfices et pertes sur la cession d'actifs immobilisés, (ii) les frais de due diligence, coûts juridiques, frais de conseil et autres frais de tiers qui se rapportent directement aux efforts de la Société en vue d'acquérir ou de céder un intérêt de contrôle dans des entreprises et (iii) les autres éléments en rapport avec l'acquisition, comme les gains et les pertes sur le règlement d'une contrepartie conditionnelle. L'Adjusted EBITDA est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable. Le Tableau 1 à la page 17 établit la correspondance entre ce critère et le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (3) Nous entendons par '**dépenses d'investissement à imputer**' les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles, y compris les investissements dans le cadre de contrats de location-financement et autres contrats de financement, tels qu'ils sont présentés sur une base d'imputation dans l'état consolidé de la position financière de la Société.
- (4) **Le flux de trésorerie opérationnel disponible (Operating Free Cash Flow ou 'OFCF')** est défini comme étant l'EBITDA ajusté (Adjusted EBITDA) moins les dépenses d'investissement à imputer, comme indiqué dans le rapport financier consolidé de la Société. Les dépenses d'investissement à imputer n'incluent pas la comptabilisation des droits de diffusion pour le football et des licences pour le spectre mobile. Le flux de trésorerie opérationnel disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour les performances sous-jacentes de la Société et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.
- (5) Il faut entendre par '**Adjusted Free Cash Flow**' le flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles poursuivies de la Société, plus (i) les paiements en numéraire de dépenses de tiers directement liées aux acquisitions et désinvestissements réussis ou non et (ii) les coûts financés par un tiers, moins (i) les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles des activités opérationnelles poursuivies de la Société, (ii) les remboursements en capital sur les engagements au titre du crédit fournisseurs, (iii) les remboursements en capital sur les contrats de location-financement (à l'exception des contrats liés au réseau qui ont été repris à la suite d'acquisitions) et (iv) les remboursements en capital sur les contrats de location supplémentaires liés aux réseaux suite à une acquisition, tels que repris, dans chaque cas, dans le tableau des flux de trésorerie consolidé de la Société. Le flux de trésorerie disponible est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine et est utilisé par la direction en tant que critère supplémentaire pour la capacité de la Société de rembourser ses dettes et de financer de nouvelles opportunités d'investissement et ne peut être utilisé en remplacement des critères IFRS-UE qui donnent une indication des performances de la Société, mais doit être utilisé en association avec le critère IFRS-UE le plus directement comparable.

- (6) Un **abonné à la télédistribution de base** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo analogique ou numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service vidéo de Telenet sans abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. La technologie d'encryptage comprend les smart cards et autres technologies intégrées ou virtuelles utilisées par Telenet pour fournir son offre de services améliorée. Telenet compte les unités génératrices de revenus sur la base du nombre d'immeubles. Un abonné avec plusieurs raccordements dans un même immeuble est donc comptabilisé comme une seule unité génératrice de revenus. Un abonné avec deux maisons qui a, pour chacune de ces maisons, un abonnement au service de télévision câblée de Telenet, est comptabilisé comme deux unités génératrices de revenus.
- (7) Un **abonné à la télévision Premium** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui, via un signal vidéo numérique sur le Réseau Combiné, reçoit le service de télévision câblée de Telenet sur la base d'un abonnement à un service mensuel récurrent nécessitant l'usage d'une technologie d'encryptage. Les abonnés à la télévision Premium sont comptés sur la base du nombre d'immeubles. Ainsi, un abonné qui dispose d'un ou plusieurs boîtiers décodeurs et qui reçoit le service de télévision câblée de Telenet dans un seul et même immeuble est en principe compté comme un seul abonné. Un abonné à la télévision Premium n'est pas compté parmi les abonnés à la télédistribution de base. À mesure que des clients Telenet passent de l'offre de base à l'offre Premium de télévision par câble, Telenet fait état d'une diminution du nombre d'abonnés à l'offre de base équivalente à l'augmentation du nombre d'abonnés à l'offre Premium.
- (8) Un **abonné internet** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services internet sur le Réseau Combiné.
- (9) Un **abonné à la téléphonie fixe** est une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial qui reçoit des services de téléphonie fixe sur le Réseau Combiné. Les abonnés à la téléphonie fixe n'incluent aucun abonné à la téléphonie mobile.
- (10) Le **nombre d'abonnés à la téléphonie mobile** représente le nombre de cartes SIM actives qui sont en usage, et non le nombre de services fournis. Si par exemple un abonné à la téléphonie mobile dispose à la fois d'un plan data et d'un plan vocal pour un smartphone, cette personne est considérée comme un seul abonné à la téléphonie mobile. Un abonné avec un plan vocal et un plan data pour un smartphone et un plan data pour un ordinateur portable (via un dongle) est cependant compté comme deux abonnés à la téléphonie mobile. Après 90 jours d'inactivité, les clients qui ne paient aucun montant mensuel récurrent ne sont plus repris dans le nombre des abonnés à la téléphonie mobile.
- (11) Une **relation client** est un client qui reçoit au moins un des services télé, internet ou téléphonie fixe de Telenet et que Telenet compte comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la quantité de services auxquels il est abonné. Les relations clients sont en principe comptées sur la base du nombre d'immeubles. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est en principe comptée comme deux relations clients. Telenet ne compte pas comme relations clients les clients qui utilisent uniquement les services de téléphonie mobile de Telenet.
- (12) Le **revenu moyen par relation client** fait référence aux revenus mensuels moyens provenant des abonnements par relation client moyenne et est calculé en divisant les revenus mensuels moyens provenant des abonnements (hors revenus de la téléphonie mobile, services aux entreprises, interconnexion, redevances de transport et distribution, vente de smartphones et frais d'installation) pour la période en question, par le nombre moyen de relations clients au début et à la fin de la période.
- (13) Les **maisons raccordables** sont les habitations, unités d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou unités dans un immeuble commercial qui peuvent, sans extension matérielle de la centrale de distribution, être raccordées au Réseau Combiné. Le nombre de maisons raccordables est basé sur les données du recensement, lesquelles peuvent changer en fonction des révisions de ces données ou sur la base de nouveaux résultats de recensement.
- (14) Une **unité génératrice de revenus** est un abonné individuel à la télédistribution de base, un abonné individuel à la télévision Premium, un abonné internet individuel ou un abonné individuel à la téléphonie fixe. Une habitation, une unité d'habitation dans un immeuble comptant plusieurs unités d'habitation ou une unité dans un immeuble commercial peut inclure une ou plusieurs unités génératrices de revenus. Si par exemple un client particulier est abonné à l'offre Premium de télévision par câble de Telenet, au service de téléphonie fixe et à l'internet haut débit, ce client représente trois unités génératrices de revenus. Le nombre total d'unités génératrices de revenus est la somme du nombre d'abonnés à la télédistribution de base, à la télévision Premium, à l'internet et à la téléphonie fixe. Le nombre d'unités génératrices de revenus est compté, d'une manière générale, sur la base du nombre d'immeubles, de sorte que pour un service déterminé, un immeuble déterminé ne soit pas compté comme étant plus d'une unité génératrice de revenus. Si une personne reçoit des services Telenet dans deux immeubles (p. ex. dans sa maison principale et dans une résidence de vacances), cette personne est par contre comptée comme deux unités génératrices de revenus pour le service en question. Chaque service câble, internet ou téléphonie fixe inclus dans un pack de produits est compté comme une unité génératrice de revenus, quelle que soit la nature de la remise pack ou de la promotion éventuelle. Les abonnés non payants sont comptés comme des abonnés pendant la période au cours de laquelle ils reçoivent un service gratuit par le biais d'une promotion. Certains de ces abonnés renoncent au terme de cette période gratuite. Les services qui sont offerts gratuitement de manière prolongée (p. ex. aux VIP ou aux travailleurs) ne sont, en principe, pas comptés comme unités génératrices de revenus. Les abonnements aux services de téléphonie mobile ne sont pas repris dans le nombre d'unités génératrices de revenus communiqué à l'extérieur.
- (15) Le **taux d'attrition** représente le pourcentage de clients qui résilient leur abonnement. La moyenne mobile annuelle est calculée en divisant le nombre de désabonnements au cours des 12 derniers mois par le nombre moyen de relations clients. Pour le calcul du taux d'attrition, on considère qu'il y a eu désabonnement dès lors que le client ne reçoit plus aucun service de la part de Telenet et doit restituer le matériel de Telenet. Le passage partiel vers un produit inférieur, ce qui est généralement appliqué pour encourager les clients à payer une facture en souffrance afin d'éviter qu'il soit mis fin à tous les services, n'est pas considéré comme un désabonnement dans le calcul du taux d'attrition de Telenet.



De même, les clients qui déménagent à l'intérieur de la zone câblée de Telenet et les clients qui passent à des services supérieurs ou inférieurs ne sont pas considérés comme des désabonnements dans le calcul du taux d'attrition.

- (16) Le **ratio du levier total net** est la somme des emprunts et dettes financiers courants en non-courants moins trésorerie et équivalents de trésorerie, comme indiqué sur le bilan de la société, divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres. Dans son bilan, la dette de Telenet en USD a été converti en € sur base du taux de change EUR/USD du 30 juin 2021. Comme Telenet a conclu des contrats dérivés afin de fixer le taux d'intérêt flottant et le risque du taux de change, les montants fixés en € étaient de 2.041,5 millions € (Term Loan AR de 2.295,0 millions USD) et 882,8 millions € (Senior Secured Notes venant à échéance en 2028 de 1,0 milliard USD). Pour le calcul de son ratio d'endettement net total, Telenet utilise les montants fixés en € vue le risque économique sous-jacent. Le ratio du levier total net est un critère non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine.
- (17) Le **ratio du levier covenant net** est calculé selon la définition de la Facilité de Crédit Senior 2020 modifiée, c.-à-d. en divisant la dette nette totale (sur base des montants fixés en € comme mentionné ci-dessus), à l'exclusion (i) des prêts d'actionnaires subordonnés, (ii) des éléments d'endettement activés sous les indemnités de clientèle et d'annuités, (iii) de tout contrat de location-financement conclu le 1er août 2007 ou avant cette date, (iv) de toute dette dans le cadre de la location du réseau conclue avec les intercommunales pures, (v) de tout passif lié au financement du vendeur, y compris (vi) le Montant de la Facilité de Crédit Exclu (qui est le plus élevé entre (a) 400,0 millions € et (b) 0,25x de Consolidated Annualized EBITDA), divisé par l'Adjusted EBITDA annualisé consolidé des deux derniers trimestres.

**Conférence téléphonique pour investisseurs et analystes** – Telenet donnera, le 29 juillet 2021 à 15:00h (heures de Bruxelles), un video webcast et une conférence téléphonique sur les résultats financiers pour investisseurs institutionnels et analystes. Vous trouverez les détails et les liens du webcast sur <https://investors.telenet.be>.

## Contacts

Relations avec les investisseurs:	Rob Goyens Bart Boone	rob.goyens@telenetgroup.be bart.boone@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 333 054 Téléphone: +32 15 333 738
Relations presse et médias:	Stefan Coenjaerts	stefan.coenjaerts@telenetgroup.be	Téléphone: +32 15 335 006

**À propos de Telenet** – En tant que fournisseur belge de services de divertissement et de télécommunications, Telenet Group est constamment à la recherche de l'excellence pour ses clients au sein du monde numérique. Sous la marque Telenet, l'entreprise fournit des services de télévision numérique, d'Internet à haut débit et de téléphonies fixe et mobile, destinés au segment résidentiel en Flandre et à Bruxelles. Telenet Group offre également des services de téléphonie mobile sous la marque BASE à l'échelle de la Belgique. Le département Telenet Business propose quant à lui des solutions de connectivité, d'hébergement et de sécurité aux marchés professionnels belge et luxembourgeois. Plus de 3.000 collaborateurs ont un objectif commun: rendre la vie et le travail plus facile et plus agréable. Telenet Group fait partie de Telenet Group Holding SA et est coté sur Euronext Bruxelles sous le symbole boursier TNET. Pour plus d'informations, visitez [www.telenet.be](http://www.telenet.be). Liberty Global – l'une des entreprises leaders au niveau mondial de la vidéo convergente, de l'Internet haut débit et de la communication, innovant et donnant les moyens à ses clients dans six pays européens de tirer le meilleur parti de la révolution numérique – détient une participation directe de 58,3% des actions de Telenet Group Holding SA (hors actions propres détenues de temps à autre par cette dernière).

**Informations complémentaires** – Des informations complémentaires concernant Telenet et ses produits peuvent être obtenues sur son site web <https://www.telenet.be>. D'autres informations relatives aux données opérationnelles et financières figurant dans le présent document peuvent être téléchargées dans la partie du site destinée aux investisseurs. Le rapport annuel consolidé 2020 de Telenet ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et des présentations liées aux résultats financiers de la période de six mois se terminant au 30 juin 2021 peuvent être consultés dans la partie du site de Telenet destinée aux investisseurs (<https://investors.telenet.be>).

**Déclaration de 'Safe Harbor' en vertu du 'Private Securities Litigation Reform Act' américain de 1995** – Certaines déclarations incluses dans le présent document constituent des 'forward-looking statements' (déclarations prospectives) au titre du Private Securities Litigation Reform Act américain de 1995. Des mots ou expressions tels que « croire », « s'attendre », « devoir », « avoir l'intention de », « projeter », « faire dans le futur », « estimer », « position », « stratégie » et expressions similaires identifient ces déclarations prospectives relatives à nos perspectives financières et opérationnelles, nos prévisions de croissance, nos lancements de stratégie, de produits ou de réseaux, et l'impact attendu des acquisitions sur nos activités et performances financières conjointes et sont sujets à certains risques connus et inconnus, incertitudes et autres facteurs qui peuvent avoir pour effet que nos résultats, performances, accomplissements ou résultats sectoriels réels soient significativement différents des résultats envisagés, projetés, prévus, estimés ou contenus dans les budgets, que ceux-ci soient implicites ou explicites. Ces facteurs comprennent de possibles développements préjudiciables affectant nos liquidités ou résultats opérationnels ; des événements préjudiciables de nature concurrentielle, économique ou réglementaire ; l'impact négatif potentiel de la récente éclosion de la nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19), des paiements substantiels au titre de notre dette et autres obligations contractuelles ; notre aptitude à financer et exécuter notre plan d'affaires ; notre aptitude à générer des liquidités en suffisance afin de procéder aux paiements au titre de notre dette ; les fluctuations des taux d'intérêts et des devises ; l'impact de nouvelles opportunités commerciales nécessitant des investissements préalables significatifs; notre aptitude à attirer de nouveaux clients et à retenir les clients existants et à accroître notre pénétration globale du marché; notre aptitude à concurrencer d'autres sociétés de communications ou de distribution de contenu ; notre aptitude à garder les contrats qui sont indispensables à nos opérations ; notre aptitude à répondre adéquatement aux avancées technologiques; notre aptitude à développer et maintenir des sauvegardes de nos systèmes critiques ; notre aptitude à poursuivre le développement de réseaux, placer des installations, obtenir et conserver les agréments et accords gouvernementaux requis et financer la construction et le développement dans les temps prévus, à un coût raisonnable et à des conditions satisfaisantes ; notre capacité d'influencer ou de répondre de façon efficace à de

nouvelles lois ou réglementations ; notre aptitude à procéder à des investissements créateurs de valeur et notre aptitude à maintenir ou augmenter les distributions aux actionnaires dans le futur. Nous ne sommes aucunement tenus d'actualiser les déclarations prospectives contenues dans ce communiqué aux fins de refléter les résultats réels, les modifications aux postulats ou les changements au niveau des facteurs qui influencent ces déclarations.

**Information financière** – Les états financiers consolidés de Telenet Group Holding de et pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 ont été établis, sauf indication contraire, conformément aux IFRS-UE et peuvent être consultés sur le site internet de la Société.

**Critères non-GAAP** – 'Adjusted EBITDA', 'Operating Free Cash Flow', 'Adjusted Free Cash Flow' et 'le ratio du levier total net' sont des critères non-GAAP au sens de la 'Régulation G' de la Securities and Exchange Commission américaine. Pour les définitions et les rapprochements y afférents, nous renvoyons à la partie 'Investor Relations' sur le site internet de Liberty Global plc (<https://www.libertyglobal.com>). Liberty Global plc est l'actionnaire de contrôle de la Société.

**Ce document a été autorisé à la publication le 29 juillet 2021 à 7.00 h, heure de Bruxelles**